

Art. 17. In hetzelfde Wetboek wordt artikel D.408, tweede lid, 2°, vervangen als volgt :
 "2° de overtreder van de bepalingen van de artikelen D.42-1 en D.52-1;"
 Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
 Namen, 10 juli 2013.

De Minister-President,
 R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
 J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
 A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
 J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
 P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
 Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
 Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
 C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement, 824 (2012-2013). Nrs 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 10 juli 2013.

Bespreking

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204850]

11 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, les articles 2 à 4 et l'article 38;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les articles D.6-1, D.164, D.167 et D.173;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'article D.34;

Vu le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, les articles 3, 4 et 6;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 janvier 1984 portant interdiction de l'emploi d'herbicides sur certains biens publics;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 26 septembre 2012;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 3 octobre 2012;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, donné le 5 octobre 2012;

Vu l'avis 52.540/VR/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine et de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « pesticides » : les pesticides tels que définis par le décret du 10 juillet 2010 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatibles avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture;

2° « herbicides » : les substances et préparations destinées à détruire les plantes indésirables, à détruire certaines parties des plantes ou à prévenir une croissance indésirable de végétaux;

3° « espaces publics » : les terrains faisant ou non partie du domaine public ou appartenant à un bâtiment utilisé à une fin d'utilité publique, dont une autorité publique est propriétaire, usufruitière, emphytéote, superficière ou locataire et utilisés à une fin d'utilité publique. Sont exclus de cette définition les pépinières, les biens soumis au régime forestier et les installations de production horticole qui sont exclusivement réservées aux services publics, les institutions situées dans le domaine public dont le but est la production, la recherche et l'enseignement agricole et horticole, les lieux énumérés dans les parties I^{er} et II de l'annexe 2 ainsi que les biens visés par la partie III de l'annexe 2;

4° « gestionnaire d'espaces publics » : toute personne de droit public chargée de l'entretien et de la protection des végétaux se trouvant dans les espaces publics ou toute personne physique ou morale effectuant ce type de services pour le compte d'une personne de droit public;

5° « matériel d'application des produits phytopharmaceutiques » : tout équipement destiné spécifiquement à l'application de produits phytopharmaceutiques, y compris les accessoires qui sont essentiels au fonctionnement efficace de cet équipement, tels que des buses, manomètres, filtres, tamis et dispositifs de nettoyage des cuves;

6° « lutte intégrée contre les ennemis des végétaux » : la lutte intégrée contre les ennemis des végétaux telle que définie par le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture;

7° « zone tampon » : une zone de taille appropriée sur laquelle le stockage et l'épandage de produits phytopharmaceutiques est interdit sauf traitement limité et localisé par pulvérisateur à lance ou à dos contre les *Carduus crispus*, *Cirsium lanceolatum*, *Cirsium arvense*, les *Rumex crispus*, *Rumex obtusifolius* et les espèces exotiques envahissantes visées par la circulaire du 23 avril 2009 relative aux espèces exotiques envahissantes;

8° « terrains revêtus non cultivables » : les surfaces pavées, bétonnées, stabilisées, couvertes de dolomies, graviers ou de ballast, telles que notamment les trottoirs, cours, accotements, voies de chemin de fer et voiries;

9° « terrains meubles non cultivés en permanence » : les surfaces meubles qui ne sont pas destinées à l'agriculture ou à être semées ou plantées à court terme c'est-à-dire durant une période de 6 à 12 mois;

10° « eaux de surface » : les eaux de surfaces telles que définies à l'article D.2, 34°, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

11° « eaux souterraines » : les eaux souterraines telles que définies à l'article D.2, 38°, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

CHAPITRE II. — Gestion des pesticides compatible avec le développement durable

Section 1^{re}. — Application des pesticides dans les espaces publics

Art. 3. § 1^{er}. L'application de produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics est autorisée, jusqu'au 31 mai 2019, moyennant le respect des conditions suivantes :

1° le respect des articles 6 et 7 du présent arrêté;

2° l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan relatif à la réduction de l'application des produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics aboutissant au respect du prescrit de l'article 3 du décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatibles avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture en date du 1^{er} juin 2019 dont le contenu minimal et les modalités de mise en œuvre sont définis par le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions;

3° le respect du principe de lutte intégrée contre les ennemis des végétaux;

4° la limitation de l'application aux utilisations suivantes :

a) pour les herbicides :

i) l'entretien des terrains revêtus non cultivables non reliés à un réseau de collecte des eaux pluviales et ne bordant pas des eaux de surface;

ii) les espaces situés à moins d'un mètre d'une voie de chemin de fer non reliés à un réseau de collecte des eaux pluviales et ne bordant pas des eaux de surface;

iii) les allées de cimetières non reliés à un réseau de collecte des eaux pluviales et ne bordant pas des eaux de surface;

b) pour les autres produits phytopharmaceutiques :

i) la protection et l'entretien, par traitement localisé, des plantes ornementales annuelles ou vivaces non ligneuses;

ii) la protection et l'entretien, par traitement localisé, des plantes ornementales ligneuses;

iii) l'entretien des terrains revêtus non cultivables non reliés à un réseau de collecte des eaux pluviales et ne bordant pas des eaux de surface;

iv) l'entretien des terrains de sport;

5° l'application de produits phytopharmaceutiques ne relevant pas des classifications « Toxique ou très toxiques (symbole T ou T⁺) », « corrosif (symbole C) », et/ou « nocif, irritant et/ou sensibilisant (symbole X) » telles que définies par l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché des substances pouvant être considérées comme dangereuses pour l'homme ou son environnement et l'arrêté royal du 11 janvier 1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des mélanges dangereux en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi, ou portant pas un ou plusieurs pictogramme(s) SGH05 à SGH08 tel(s) qu'imposé(s) par le Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les Directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.

Toutefois, en l'absence sur le marché de produits d'efficacité satisfaisante autres que ceux visés à l'alinéa 1^{er}, les herbicides utilisés pour l'entretien des terrains de sport, les insecticides utilisés conformément au point 4°, b), i) et ii), du présent paragraphe pour la protection des plantes ornementales peuvent lever de la classification « nocif ou irritant (symbole X) » telles que définies par l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché des substances pouvant être considérées comme dangereuses pour l'homme ou son environnement et l'arrêté royal du 11 janvier 1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des mélanges dangereux en vue de leur mise

sur le marché ou de leur emploi, ou porter un ou plusieurs pictogramme(s) SGH05 ou SG07 tel(s) qu'imposé(s) par le Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les Directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le Règlement (CE) n° 1907/2006;

6° l'emballage ou l'étiquette des produits phytopharmaceutiques appliqués ne comporte pas :

a) une référence à l'une des phrases de risque visées à l'annexe 1^{re};

b) une référence à l'une des phrases de risque visées à l'annexe 1^{re}, partie B, la mention « Ne pas utiliser aux abords des plans d'eau et cours d'eau » ou le symbole N (ou SGH09) « dangereux pour l'environnement », sauf si le produit est :

- i) un insecticide utilisé, conformément au point 4°, b), i) et ii) du présent paragraphe;
- ii) un herbicide utilisé, conformément au point 4°, a), i) du présent paragraphe;

7° la désignation par le gestionnaire d'espaces publics d'au minimum une personne physique responsable des achats, de la gestion du local de produits phytosanitaires, du matériel d'épandage, ainsi que du développement des alternatives aux produits phytopharmaceutiques disposant au minimum d'une phytolice de type P2 (usage professionnel) conformément à l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable.

§ 2. Certains produits phytopharmaceutiques peuvent être appliqués pour des raisons de santé publique, d'hygiène, de sécurité des personnes, de conservation de la nature ou de conservation du patrimoine végétal dans le respect du principe de lutte intégrée contre les ennemis des végétaux, en dernier recours, pour le traitement limité et localisé par pulvérisateur à lance ou à dos sur les espèces suivantes :

1° *Carduus crispus*, *Cirsium lanceolatum*, *Cirsium arvense*, *Rumex crispus* et *Rumex obtusifolius*;

2° espèces exotiques envahissantes visées par la circulaire du 23 avril 2009 relative aux espèces exotiques envahissantes.

Les produits phytopharmaceutiques utilisés ne peuvent pas porter les symboles T, C tels que visés par l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché des substances pouvant être considérées comme dangereuses pour l'homme ou son environnement et l'arrêté royal du 11 janvier 1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des mélanges dangereux en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi ou un ou plusieurs pictogramme(s) SGH05, SGH06 ou SGH08 tels qu'imposés par le Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les Directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le Règlement (CE) n° 1907/2006.

§ 3. Le gestionnaire des espaces publics s'assure que, la personne appliquant les produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics :

1° possède au minimum une phytolice de type P1 (Assistant usage professionnel) conformément à l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable;

2° prend des mesures pour éviter de porter préjudice à l'environnement;

3° utilise un matériel d'application adéquat limitant la dérive, bien réglé et en bon état;

4° se conforme aux recommandations figurant sur l'étiquette et l'emballage des produits utilisés;

5° respecte les zones tampons prévues à l'article 9.

Section 2. — Application des pesticides dans les lieux fréquentés par le public ou des groupes vulnérables

Art. 4. § 1^{er}. L'application des produits phytopharmaceutiques est interdite dans les lieux mentionnés dans la partie I^{re} de l'annexe 2 du présent arrêté et à moins de 50 mètres de ces lieux sans que cette interdiction s'applique au-delà de la limite foncière.

L'application des produits phytopharmaceutiques est interdite dans les lieux mentionnés dans la partie II de l'annexe 2 du présent arrêté et à moins de 10 mètres de ces lieux sans que cette interdiction s'applique au-delà de la limite foncière.

L'application des produits phytopharmaceutiques est interdite à moins de 50 mètres des bâtiments d'accueil ou d'hébergement des groupes vulnérables situés au sein des établissements mentionnés dans la partie III de l'annexe 2 sans que cette interdiction s'applique au-delà de la limite foncière de ces derniers.

§ 2. Des mesures appropriées sont prises par la personne appliquant des produits phytopharmaceutiques afin que ceux-ci ne puissent dériver et atteindre les lieux visés dans les parties I^{re} et II de l'annexe 2 du présent arrêté ainsi que les bâtiments d'accueil ou d'hébergement des groupes vulnérables situés au sein des établissements mentionnés dans la partie III de l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 5. L'application des produits phytopharmaceutiques est interdite dans les parties des parcs, des jardins, des espaces verts et des terrains de sport et de loisirs auxquelles ont accès le public et ne constituant pas des espaces publics.

Art. 6. L'accès à la partie des lieux fréquentés par le public faisant l'objet d'un traitement par un produit phytopharmaceutique est interdit aux personnes autres que celles chargées de l'application des produits, pendant la durée du traitement et jusqu'à l'expiration, le cas échéant, du délai de réentrée tel qu'il est défini dans l'acte d'agrément du produit conformément à l'arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole.

Art. 7. Préalablement aux opérations d'application des produits phytopharmaceutiques, les zones à traiter situées dans les parcs, les jardins, les espaces verts et les terrains de sport et de loisirs ouverts au public sont délimitées par un balisage et font l'objet d'un affichage signalant au public l'interdiction d'accès à ces zones.

L'affichage informatif est mis en place au moins vingt-quatre heures avant l'application du produit, à l'entrée des lieux où se situent les zones à traiter ou à proximité de ces zones.

L'affichage mentionne la date du traitement, le produit utilisé et la durée prévue d'éviction du public.

L'affichage et le balisage des zones traitées restent en place jusqu'à l'expiration du délai d'éviction du public.

Art. 8. Par dérogation aux articles 4 et 5, des produits phytopharmaceutiques peuvent être appliqués dans les cas prévus par l'arrêté royal du 19 novembre 1987 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux.

Section 3. — Zones tampon et matériel d'application

Art. 9. § 1^{er}. En dehors des zones de cultures et de prairies, une zone tampon est respectée :

1° le long des eaux de surface sur une largeur minimale de six mètres à partir de la crête de berge ne pouvant être inférieure à celle définie dans l'acte d'agrément de chaque pesticide en vertu de l'arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la conservation, à la mise sur le marché et à l'utilisation des pesticides à usage agricole;

2° le long des terrains revêtus non cultivables reliés à un réseau de collecte des eaux pluviales, sur une largeur d'un mètre;

3° en amont des terrains meubles non cultivés en permanence sujets au ruissellement en raison d'une pente supérieure ou égale à 10 % et qui sont contigus à une eau de surface ou à un terrain revêtu non cultivable relié à un réseau de collecte des eaux pluviales, sur une largeur d'un mètre à partir de la rupture de pente.

§ 2. En zone de cultures et/ou de prairies, une zone tampon est respectée :

1° le long des eaux de surface sur une largeur minimale égale à celle définie à l'article R.202, 1° du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ne pouvant être inférieure à celle définie dans l'acte d'agrément de chaque pesticide en vertu de l'arrêté royal du 28 février 1994 relatif à la mise sur le marché, la conservation et l'utilisation des pesticides à usage agricole;

2° le long des terrains revêtus non cultivables reliés à un réseau de collecte des eaux pluviales sur une largeur d'un mètre;

3° en amont des terrains meubles non cultivés en permanence sujets au ruissellement en raison d'une pente supérieure ou égale à 10 % et qui sont contigus à une eau de surface ou à un terrain revêtu non cultivable relié à un réseau de collecte des eaux pluviales, sur une largeur d'un mètre.

§ 3. L'application de produits phytopharmaceutiques est interdite sur les terrains revêtus non cultivables reliés à un réseau de collecte des eaux pluviales ou directement aux eaux de surface.

§ 4. La personne appliquant les produits phytopharmaceutiques utilise un matériel d'application adéquat limitant la dérive, bien réglé et en bon état.

*Section 3. — Manipulation de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel**Sous-section 1^{re} — Champ d'application et définitions*

Art. 10. Pour l'application de la présente section, on entend par :

1° substance active : une substance ou un micro-organisme, y compris un virus ou un champignon, exerçant une action générale ou spécifique sur ou contre les organismes nuisibles;

2° cuve : élément du matériel d'application des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants destiné à contenir la bouillie phytopharmaceutique ou le liquide à pulvériser, à l'exception des pulvérisateurs à dos;

3° bouillie phytopharmaceutique : liquide prêt à l'emploi destiné au traitement phytopharmaceutique dans lequel sont dispersés ou dissous le ou les produits à appliquer;

4° fond de cuve : la bouillie phytopharmaceutique restant dans l'appareil de pulvérisation après application et ne constituant pas le fond de cuve résiduel;

5° fond de cuve résiduel : le volume résiduel de bouillie phytopharmaceutique restant dans l'appareil de pulvérisation après application et désamorçage du pulvérisateur et qui, pour des raisons techniques liées à la conception de l'appareil de pulvérisation, n'est pas pulvérisable en ce compris les volumes morts restant dans le circuit de pulvérisation;

6° effluents phytopharmaceutiques : les fonds de cuve, les fonds de cuve résiduels, les bouillies de produits phytopharmaceutiques inutilisables ainsi que les eaux polluées par les produits phytopharmaceutiques notamment les eaux de nettoyage du matériel de pulvérisation, qu'il s'agisse du rinçage intérieur ou extérieur;

7° usage professionnel de produits phytopharmaceutiques : l'emploi de produits phytopharmaceutiques spécifiquement agréés pour une utilisation professionnelle, tant dans les secteurs agricole et horticole que dans d'autres secteurs;

8° utilisateur professionnel : toute personne appliquant des produits phytopharmaceutiques au cours de son activité professionnelle tant dans le secteur agricole que dans d'autres secteurs;

9° adjuvant : un adjuvant au sens du Règlement 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil.

Art. 11. La présente section ne régit pas l'application de produits phytopharmaceutiques proprement dite mais les opérations de manipulation de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel et de leurs adjuvants à savoir les opérations antérieures et postérieures à l'application de ceux-ci par du matériel d'application d'une capacité de plus de vingt litres.

Sous-section 2. — Lieux de réalisation des opérations de manipulation

Art 12. § 1^{er}. Les opérations de manipulation de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel et de leurs adjuvants ont lieu au champ ou sur un sol recouvert d'une végétation herbacée ou sur une aire recouverte d'un matériau étanche et résistant mécaniquement et chimiquement en vue d'empêcher toute infiltration dans le sol des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants.

Les eaux polluées par des produits phytopharmaceutiques déversées sur l'aire recouverte d'un matériau étanche et résistant mécaniquement et chimiquement sont drainées vers une installation de traitement des eaux polluées par les produits phytopharmaceutiques.

Le réseau de collecte des eaux issues de cette aire permet d'isoler les eaux polluées par les produits phytopharmaceutiques des eaux pluviales.

§ 2. Les eaux polluées par les produits phytopharmaceutiques ne peuvent atteindre une eau de surface ou souterraine, un ouvrage de prise d'eau, un piézomètre ou un point d'entrée d'égout public.

§ 3. L'utilisateur professionnel garde à la disposition des agents visés à l'article D.140 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement les documents attestant de l'étanchéité du matériau utilisé.

Sous-section 3. — Dilution et mélange des produits phytopharmaceutiques

Art. 13. Lorsque des produits phytopharmaceutiques à usage professionnel doivent être mélangés à de l'eau et dilués dans une cuve avant leur application, l'utilisateur professionnel prend toutes les mesures nécessaires en vue :

1° d'empêcher le retour de l'eau de remplissage de la citerne vers le réseau de distribution d'eau ou de toute autre source d'approvisionnement en eau;

2° d'éviter tout débordement de cette cuve.

Art. 14. Il est interdit de prélever directement de l'eau dans un cours d'eau, un étang ou dans toute eau de surface ou souterraine, pour effectuer le remplissage de la cuve et le mélange ou la dilution de produits phytopharmaceutiques.

Sous-section 4. — Gestion des effluents phytopharmaceutiques

Art. 15. Les emballages des produits phytopharmaceutiques vidés de leurs produits sont rincés trois fois avec de l'eau claire. Le liquide résultant du rinçage est versé dans la cuve et utilisé pour réaliser la bouillie phytopharmaceutique.

En présence d'un système de rinçage des bidons, embarqué sur ou connectable à la citerne mobile, le système de rinçage réalise l'opération visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 16. § 1^{er}. Après application de la bouillie phytopharmaceutique, l'application des fonds de cuve est autorisée moyennant le respect des conditions cumulatives suivantes :

1° la concentration en substance(s) active(s) du fond de cuve initial est divisée au moins par 100;

2° chaque opération de dilution du fond de cuve réalisée conformément au prescrit des articles 12 à 14 est suivie d'une application de celui-ci sur la parcelle ou la zone venant d'être traitée jusqu'au désamorçage du pulvérisateur.

Sous la responsabilité de l'utilisateur professionnel, la réutilisation du fond de cuve résultant d'une première application de produit est autorisée pour l'application d'autres produits selon les prescriptions reprises sur l'étiquette du produit du traitement précédent.

§ 2. Le fond de cuve résiduel, restant après désamorçage et dont la concentration en substance(s) active(s) a été divisée au moins par 100 conformément au prescrit des articles 12 et 14, est appliqué sur le champ, sur un sol recouvert d'une végétation herbacée ou traité par une installation de traitement des effluents phytopharmaceutiques.

Art. 17. Les bouillies inutilisables, fonds de cuve ou fonds de cuves résiduels non dilués sont collectés et stockés, dans un contenant d'un volume au moins égal au volume de la cuve et sans trop-plein ou maintenus dans la cuve du pulvérisateur en vue de leur élimination par un collecteur agréé.

Art. 18. Les opérations de nettoyage du matériel utilisé pour l'application de produits phytopharmaceutiques ont lieu, conformément à l'article 12.

Sous-section 5. — Contrôle, prévention des accidents et incendies

Art. 19. L'utilisateur professionnel détient les documents nécessaires à l'identification de la nature et des risques des produits phytopharmaceutiques qu'il manipule, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'utilisateur professionnel garde ces documents à la disposition des agents visés à l'article D.140 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Art. 20. L'utilisateur professionnel informe ses préposés et toutes personnes utilisant le matériel d'application de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel des consignes d'exploitation telles qu'elles sont mentionnées.

Tout déversement de produits phytopharmaceutiques en eau de surface ou souterraine est signalé à un agent visé à l'article R.87 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Tout déversement de produits phytopharmaceutiques aboutissant dans les égouts publics est signalé à un agent visé à l'article R.87 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et à l'organisme d'épuration agréé.

CHAPITRE III. — Modifications du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau

Art. 21. A l'article R.43ter-5, § 2 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les mots « l'annexe XIV, partie IV. B » sont remplacés par les mots « l'annexe XIV, partie B II ».

Art. 22. Dans la partie II, Titre VII, Chapitre II, section 3 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, il est inséré un article R.142bis rédigé comme suit :

« Art. R.142bis. Lorsqu'il ressort des analyses effectuées que la concentration des pesticides implique un risque de non atteinte du bon état chimique d'une ou de plusieurs masses d'eau de surface, le Ministre peut prendre, après contrôle d'enquête, des mesures en vue de restreindre ou d'interdire l'application de ces pesticides dans la ou les zone(s) contribuant à cette pollution afin d'atteindre les objectifs définis à l'article D.22, § 1^{er}, 1^o. ».

Art. 23. Dans l'article R.153 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est abrogé;

2° le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° pesticide :

a) un produit phytopharmaceutique au sens du Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil;

b) un produit biocide au sens de l'arrêté royal du 22 mai 2003 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits biocides; ».

Art. 24. L'article R. 165, § 2, 2°, du même Code est remplacé par ce qui suit :

« 2° si le Ministre constate que la concentration en substances actives des pesticides, ainsi qu'en leurs métabolites, produits de dégradation et de réaction pertinents, augmente et excède, en moyenne annuelle, dans les eaux réceptrices :

- 30 % des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1°, pour ce qui concerne la valeur fixée par substance individuelle, ou

- 30 % des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1°, pour ce qui concerne la valeur fixée pour le total des substances,

il peut, après contrôle d'enquête, prendre des mesures incitatives adéquates visant à modifier certaines pratiques agricoles, domestiques et autres afin de limiter l'introduction de pesticides dans les eaux souterraines jusqu'à ce que les teneurs soient redescendues sous les 30 % des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1^o, et soient maintenues à ce niveau depuis cinq ans au moins.

A défaut de précision particulière, les mesures prévues à l'alinéa 1^{er} s'appliquent dans un délai d'un an suivant la notification de la décision du Ministre.

Si le Ministre constate que la concentration en substances actives des pesticides, ainsi qu'en leurs métabolites, produits de dégradation et de réaction pertinents, excède, en moyenne annuelle, dans les eaux réceptrices :

- 75 % des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1^o, pour ce qui concerne la valeur fixée par substance individuelle, ou

- 75 % des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1^o, pour ce qui concerne la valeur fixée pour le total des substances, il prend, après contrôle d'enquête, des mesures renforcées, allant jusqu'à l'interdiction d'application des produits pesticides concernés afin d'empêcher l'introduction de pesticides dans les eaux souterraines jusqu'à ce que les teneurs soient redescendues sous les 75 % des normes de qualité des eaux souterraines visées à l'article R.43ter-3, 1^o, et soient maintenues à ce niveau depuis cinq ans au moins.

A défaut de précision particulière, les mesures prévues à l'alinéa 3 s'appliquent dans un délai d'un an suivant la notification de la décision du Ministre; ».

Art. 25. A l'article R.166, § 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le 2^o, les mots « et les pesticides » sont abrogés;

2^o dans le 2^o*bis* est inséré, qui est rédigé comme suit :

« 2^o*bis* les stockages des pesticides sauf les stockages aériens existants lorsque la quantité de pesticides stockée est inférieure à 2 tonnes et que les conditions d'exploiter définies conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement sont respectées. »;

3^o dans le 9^o, les mots « et les pesticides » sont abrogés.

Art. 26. Dans la partie II, Titre VII, Chapitre III, section 4 du même Code, il est inséré un article R.187bis-3 rédigé comme suit :

« Art. R.187bis-3. Lorsqu'il ressort des analyses effectuées que la concentration des pesticides implique un risque de non atteinte du bon état chimique d'une ou de plusieurs masse(s) d'eau de souterraine, le Ministre peut prendre, après contrôle d'enquête, des mesures en vue de restreindre ou d'interdire l'application de ces pesticides dans la ou les zone(s) contribuant à cette pollution afin d'atteindre les objectifs définis à l'article D.22, § 1^{er}, 1^o. ».

Art. 27. Dans l'annexe XIV de la partie réglementaire du même Code, la note 1 du tableau de la partie A, I, 1 est remplacée par ce qui suit :

« (1) On entend par "pesticides" :

a) un produit phytopharmaceutique au sens du Règlement (CE) n^o 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil;

b) un produit biocide au sens de l'arrêté royal du 22 mai 2003 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits biocides. ».

CHAPITRE IV. — *Modification de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon*

Art. 28. Dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon, il est inséré un Chapitre IV, comportant l'article 6, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IV. — *Dispositions particulières à certains aspects de l'état de l'environnement*

Art. 6. Le rapport contient les indicateurs les plus appropriés pour évaluer d'une part, l'efficacité des mesures et des actions mises en œuvre pour réduire les risques et les effets liés à l'application des produits phytopharmaceutiques sur la santé humaine et l'environnement et d'autre part, la réalisation des objectifs qui sont de réduire les risques et les effets de l'application de produits phytopharmaceutiques sur l'environnement et d'encourager le développement et l'introduction de la lutte intégrée contre les ennemis des végétaux et de méthodes ou techniques de substitution en vue de réduire la dépendance à l'égard de l'application de produits phytopharmaceutiques. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions diverses, finales et transitoires*

Art. 29. Au plus tard le 30 juin 2013, le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions fait rapport à la Commission sur la mise en œuvre des mesures de promotion de la lutte contre les ennemis des cultures à faible apport en pesticides et, en particulier, sur la mise en place des conditions nécessaires à la mise en œuvre de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures.

Au sens de l'alinéa précédent, la lutte intégrée contre les ennemis des cultures désigne la prise en considération attentive de toutes les méthodes de protection des plantes disponibles et, par conséquent, l'intégration des mesures appropriées qui découragent le développement des populations d'organismes nuisibles et maintiennent le recours aux produits phytopharmaceutiques et à d'autres types d'interventions à des niveaux justifiés des points de vue économique et environnemental, et réduisent ou limitent au maximum les risques pour la santé humaine et l'environnement; la lutte intégrée contre les ennemis des cultures privilégie la croissance de cultures saines en veillant à perturber le moins possible les agro-écosystèmes et encourage les mécanismes naturels de lutte contre les ennemis des cultures.

Art. 30. Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* sauf pour :

- 1° l'article 9 du présent arrêté qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2014;
- 2° les articles 12, § 1^{er} et § 3, 13, 14, 16, § 2, 17 et 18 du présent arrêté qui entrent en vigueur le 1^{er} juin 2015;
- 3° les articles 4 et 5 du présent arrêté qui entrent en vigueur le 1^{er} juin 2018.

Art. 31. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 janvier 1984 portant interdiction de l'emploi d'herbicides sur certains biens publics est abrogé au 31 mai 2014.

Art. 32. Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine et la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, et sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 1^{re}

Phrases de risque

Partie A.

- R1/EUH001 Explosif à l'état sec
- R2 Risque d'explosion par le choc, la friction, le feu ou d'autres sources d'ignition
- R3 Grand risque d'explosion par le choc, la friction, le feu ou d'autres sources d'ignition
- R4 Forme des composés métalliques explosifs très sensibles
- R5/H240 Danger d'explosion sous l'action de la chaleur
- R6/EUH006 Danger d'explosion en contact ou sans contact avec l'air
- H200 Explosif instable
- H201 Explosif : danger d'explosion en masse
- H202 Explosif : danger sérieux de projection
- H203 Explosif : danger d'incendie, d'effet de souffle ou de projection
- H204 Danger d'incendie ou de projection
- H205 Danger d'explosion en masse en cas d'incendie
- R7/H242 Peut provoquer un incendie
- R8/H270 Favorise l'inflammation des matières combustibles
- R12/H221, H224, H242 Extrêmement inflammable
- R14/EUH014 Réagit violemment au contact de l'eau
- R15/H260 Au contact de l'eau, dégage des gaz extrêmement inflammables
- R16 Peut exploser en mélange avec des substances comburantes
- R17/H250 Spontanément inflammable à l'air
- R18/EUH018 Lors de l'utilisation, formation possible de mélange vapeur-air inflammable/explosif
- R19/EUH019 Peut former des peroxydes explosifs
- R29/EUH029 Au contact d'un acide, dégage un gaz toxique
- R30 Peut devenir très inflammable pendant l'utilisation
- R31/EUH031 Au contact d'un acide, dégage un gaz toxique
- R32/EUH032 Au contact d'un acide, dégage un gaz très toxique
- R39/H370, EUH070 Danger d'effets irréversibles très graves
- R40/EUH070 Effet cancérigène suspecté - preuves insuffisantes
- R45/H350 Peut provoquer le cancer
- R46/H340 Peut provoquer des altérations héréditaires
- R48/H372, H373 Risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée
- R48/21 - H373 Nocif : risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par contact avec la peau
- R48/20/21 - H373 Nocif : risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation et par contact avec la peau
- R48/21/22 - H373 Nocif : risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par contact avec la peau et par ingestion
- R48/20/21/22 - H373 Nocif : risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation, contact avec la peau et ingestion
- R49/H350i Peut provoquer le cancer par inhalation
- R60/H360F Peut altérer la fertilité
- R61/H360D Risque pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant
- R62/H361f Risque possible d'altération de la fertilité
- R63/H361d Risque possible pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant

R60/61 - H360FD Peut nuire à la fertilité - Peut nuire au fœtus
R60/63 - H360Fd Peut nuire à la fertilité - Susceptible de nuire au fœtus
R61/62 - H360Df Peut nuire au fœtus - Susceptible de nuire à la fertilité
R62/63 - H361fd Susceptible de nuire à la fertilité - Susceptible de nuire au fœtus
R64/H362 Risque possible pour les bébés nourris au lait maternel
R68/H371 Possibilité d'effets irréversibles

Partie B.

R50/H400 Très toxique pour les organismes aquatiques
R51/H411 Toxique pour les organismes aquatiques
R53/H413 Peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon.

Namur, le 11 juillet 2013

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 2

Partie I.

- cours de récréation et espaces habituellement fréquentés par les élèves dans l'enceinte des établissements scolaires et des internats;
- espaces habituellement fréquentés par les enfants dans l'enceinte des crèches, des infrastructures d'accueil de l'enfance.

Partie II.

- aires de jeux destinées aux enfants ouvertes au public;
- aires aménagées pour la consommation de boissons et de nourriture, y compris leurs infrastructures, ouvertes au public.

Partie III.

- centres hospitaliers et hôpitaux;
- établissements de santé privés;
- maisons de santé;
- maisons de réadaptation fonctionnelle;
- établissements qui accueillent ou hébergent des personnes âgées;
- établissements qui accueillent des personnes adultes handicapées ou des personnes atteintes de pathologie grave.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon.

Namur, le 11 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204850]

11. JULI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung über eine nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, Artikel 2 bis 4 und Artikel 38;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.6-1, D.164, D.167 und D.173;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.34;

Aufgrund des Dekrets vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft, Artikel 3, 4 und 6;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Januar 1984 über das Verbot des Herbizideinsatzes auf bestimmten Staatsgütern;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt;

Aufgrund des am 26. September 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 3. Oktober 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur);

Aufgrund des am 5. Oktober 2012 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 11. Februar 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 52.540/VR/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität, des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe und der Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

Kapitel I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2009/128/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über einen Aktionsrahmen der Gemeinschaft für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Pestizide": Die Pestizide, wie sie im Dekret vom 10. Juli 2010 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft definiert werden;

2° "Herbizide": die Substanzen und Zubereitungen, die für die Vernichtung unerwünschter Pflanzen, die Vernichtung bestimmter Teile der Pflanzen oder die Vermeidung eines unerwünschten Wachstums von Pflanzen bestimmt sind;

3° "öffentliche Räume": die Grundstücke, die zum öffentlichen Eigentum gehören oder nicht oder die an ein Gebäude angrenzen, das zu Zwecken öffentlichen Interesses benutzt wird, und deren Eigentümer, Nutznießer, Erbpächter, Erbbauberechtigter oder Mieter eine öffentliche Behörde ist, und die zu Zwecken öffentlichen Interesses benutzt werden. Sind ausgeschlossen von dieser Definition die Baumschulen, die dem Forstrecht unterliegenden Güter und die ausschließlich den öffentlichen Diensten vorbehaltenen Gartenbauanlagen, die im öffentlichen Eigentum befindlichen Einrichtungen, deren Ziel die Erzeugung, Forschung und Unterrichtung im Bereich der Landwirtschaft und des Gartenbaus ist, die in den Teilen I und II der Anlage 2 angeführten Orte, sowie die im Teil III der Anlage 2 erwähnten Güter;

4° "Verwalter öffentlicher Räume": jede öffentlich-rechtliche Person, die mit der Unterhaltung und dem Schutz der Pflanzen beauftragt ist, die sich in öffentlichen Räumen befinden, oder jede natürliche oder juristische Person, die diese Art von Dienstleistungen für Rechnung einer öffentlich-rechtlichen Person erbringt;

5° "Anwendungsgerät für Pflanzenschutzmittel": alle Geräte, die speziell für die Anwendung von Pflanzenschutzmitteln bestimmt sind, einschließlich des Zubehörs, das für den ordnungsgemäßen Betrieb dieser Geräte von wesentlicher Bedeutung ist, sowie beispielsweise die Düsen, Druckmesser, Filter, Siebe und Vorrichtungen zur Reinigung der Behälter;

6° "integrierte Bekämpfung der Pflanzenschädlinge": die integrierte Bekämpfung der Pflanzenschädlinge, wie sie im Dekret vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft definiert wird;

7° "Pufferzone": eine Zone mit einer angemessenen Größe, in der die Lagerung und Ausbringung von Pflanzenschutzmitteln verboten sind, außer der beschränkten und lokalen Behandlung durch Sprühgeräte mit Zerstäuberlanze oder Rückenspritze gegen *Carduus crispus*, *Cirsium lanceolatum*, *Cirsium arvense*, *Rumex crispus*, *Rumex obtusifolius* und gegen die im Rundschreiben vom 23. April 2009 über die gebietsfremden invasiven Arten erwähnten gebietsfremden invasiven Arten;

8° "nicht kultivierbare bedeckte Grundstücke": gepflasterte, betonierte, befestigte, mit Dolomit, Kies oder Ballast bedeckte Flächen, wie insbesondere Bürgersteige, Höfe, Randstreifen, Eisenbahngleise und Verkehrswege;

9° "nicht ständig kultivierte lose Böden": lose Flächen, die nicht für die Landwirtschaft oder für eine kurzfristige Aussaat oder Bepflanzung, das heißt für einen Zeitraum von 6 bis 12 Monaten, bestimmt sind;

10° "Oberflächenwasser": Oberflächenwasser im Sinne von Artikel D.2, 34° des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

11° "Grundwasser": Grundwasser im Sinne von Artikel D.2, 38° des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet.

Kapitel II — Nachhaltige Anwendung von Pestiziden

Abschnitt 1 — Verwendung von Pestiziden in öffentlichen Räumen

Art. 3 - § 1. Die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln in öffentlichen Räumen ist bis zum 31. Mai 2019 unter Einhaltung der nachstehenden Bedingungen erlaubt:

1° die Einhaltung der Artikel 6 und 7 des vorliegenden Erlasses;

2° die Ausarbeitung und Durchführung eines Plans zur Verringerung der Verwendung der Pflanzenschutzmittel in den öffentlichen Räumen, der zur Einhaltung der Vorschrift des Artikels 3 des Dekrets vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft am 1. Juni 2019 führt und dessen Mindestinhalt und Durchführungsmodalitäten vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, festgelegt werden;

3° die Einhaltung des Grundsatzes der integrierten Bekämpfung der Pflanzenschädlinge;

4° die Anwendungseinschränkung auf folgende Verwendungen:

a) für die Herbizide:

i) die Unterhaltung der nicht kultivierbaren bedeckten Grundstücke, die nicht an ein Regenwassersammelnetz angeschlossen sind und die nicht an Oberflächenwasser entlang führen;

ii) die Räume, die weniger als ein Meter von einer Eisenbahnlinie entfernt sind, die nicht an ein Regenwassersammelnetz angeschlossen sind und die nicht an Oberflächenwasser entlang führen;

iii) die Friedhofsalleen, die nicht an ein Regenwassersammelnetz angeschlossen sind und die nicht an Oberflächenwasser entlang führen;

b) für die anderen Pflanzenschutzmittel:

i) der Schutz und die Unterhaltung durch gezielte Behandlung der einjährigen Zierpflanzen oder nicht Holzigen Stauden;

ii) der Schutz und die Unterhaltung durch gezielte Behandlung der Holzigen Zierpflanzen;

iii) die Unterhaltung der nicht kultivierbaren bedeckten Grundstücke, die nicht an ein Regenwassersammelnetz angeschlossen sind und die nicht an Oberflächenwasser entlang führen;

iv) die Unterhaltung der Sportplätze;

5° die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln, die nicht unter die Einstufungen "giftig oder sehr giftig (Symbol T oder T+)", "ätzend (Symbol C)" und/oder "gesundheitsschädlich, reizend und/oder sensibilisierend (Symbol X)" im Sinne des Königlichen Erlasses vom 24. Mai 1982 zur Regelung des Inverkehrbringens von Stoffen, die eine Gefahr für den Menschen oder seine Umwelt darstellen, und des Königlichen Erlasses vom 11. Januar 1993 zur Regelung der Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen im Hinblick auf deren Inverkehrbringen oder Verwendung fallen, oder die nicht ein oder mehrere Piktogramme SGH05 bis SGH08 tragen, die durch die Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen, zur Änderung und Aufhebung der Richtlinien 67/548/EWG und 1999/45/EG und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006 auferlegt werden.

Falls jedoch keine anderen ausreichend wirksamen Mittel auf dem Markt vorhanden sind als diejenigen, die in Absatz 1 erwähnt werden, können die für die Unterhaltung der Sportplätze verwendeten Herbizide und die gemäß Punkt 4°, b), i) und ii) des vorliegenden Paragraphen zum Schutz der Zierpflanzen verwendeten Insektenvertilgungsmittel unter die Einstufung "gesundheitsschädlich oder reizend (Symbol X)" im Sinne des Königlichen Erlasses vom 24. Mai 1982 zur Regelung des Inverkehrbringens von Stoffen, die eine Gefahr für den Menschen oder seine Umwelt darstellen, und des Königlichen Erlasses vom 11. Januar 1993 zur Regelung der Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen im Hinblick auf deren Inverkehrbringen oder Verwendung fallen oder ein oder mehrere Piktogramme SGH05 bis SGH08 tragen, die durch die Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen, zur Änderung und Aufhebung der Richtlinien 67/548/EWG und 1999/45/EG und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006 auferlegt werden.

6° die Verpackung oder Kennzeichnung der verwendeten Pflanzenschutzmittel enthält:

a) keine Bezugnahme auf eine der in der Anlage 1 erwähnten Gefahrenhinweise;

b) keine Bezugnahme auf eine der in der Anlage I, Teil B erwähnten Gefahrenhinweise, keinen Hinweis "Nicht entlang den Wasserflächen und Wasserläufen verwenden" oder kein Symbol N (oder SGH09) "umweltgefährlich", außer wenn das Mittel:

i) ein gemäß Punkt 4, b), i) und ii) des vorliegenden Paragraphen verwendetes Insektenvertilgungsmittel ist;

ii) ein gemäß Punkt 4, a), i) des vorliegenden Paragraphen verwendetes Herbizid ist;

7° die Bezeichnung durch den Verwalter öffentlicher Räume von mindestens einer natürlichen Person, die für den Einkauf, die Verwaltung des Lokals für die Pflanzenschutzmittel, die Ausbringungsgeräte sowie für die Entwicklung der Alternativen zu den Pflanzenschutzmitteln verantwortlich ist und die über mindestens eine Phytolizenz des Typs P2 (berufliche Nutzung) gemäß dem Königlichen Erlass vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen verfügt.

§ 2. Manche Pflanzenschutzmittel können aus Gründen der öffentlichen Gesundheit, Hygiene und Sicherheit der Personen, der Erhaltung der Natur oder der Erhaltung des Pflanzenerbgutes unter Einhaltung des Grundsatzes der integrierten Bekämpfung der Pflanzenschädlinge als letzter Ausweg für eine beschränkte und gezielte Behandlung durch Sprühgeräte mit Zerstäuberlanze oder Rückenspritzen der folgenden Arten verwendet werden:

1° *Carduus crispus*, *Cirsium lanceolatum*, *Cirsium arvense*, *Rumex crispus* und *Rumex obtusifolius*;

2° die im Rundschreiben vom 23. April 2009 über die gebietsfremden invasiven Arten erwähnten gebietsfremden invasiven Arten.

Die verwendeten Pflanzenschutzmittel dürfen nicht die im Königlichen Erlass vom 24. Mai 1982 zur Regelung des Inverkehrbringens von Stoffen, die eine Gefahr für den Menschen oder seine Umwelt darstellen, und im Königlichen Erlass vom 11. Januar 1993 zur Regelung der Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen im Hinblick auf deren Inverkehrbringen oder Verwendung erwähnten Symbole T oder C oder ein oder mehrere, durch die Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen, zur Änderung und Aufhebung der Richtlinien 67/548/EWG und 1999/45/EG und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006 auferlegte Piktogramme SGH05, SGH06 oder SGH08 tragen.

§ 3 Der Verwalter öffentlicher Räume vergewissert sich, dass die Person, die Pflanzenschutzmittel in den öffentlichen Räumen anwendet,

1° mindestens eine Phytolizenz des Typs P1 (Assistent berufliche Nutzung) gemäß dem Königlichen Erlass vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen besitzt;

2° Maßnahmen ergreift, um Umweltschäden zu vermeiden;

3° ein angemessenes Anwendungsgerät benutzt, durch das die Abdrift verringert wird, das richtig eingestellt ist und das sich in einem guten Zustand befindet;

4° sich an die Empfehlungen hält, die auf dem Etikett und der Verpackung des verwendeten Mittels stehen;

5° die in Artikel 9 vorgesehenen Pufferzonen beachtet.

Abschnitt 2 — Verwendung von Pestiziden an der Öffentlichkeit oder empfindlichen Gruppen zugänglichen Orten

Art. 4 - § 1. Die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ist an den in Teil I der Anlage 2 des vorliegenden Erlasses angegebenen Orten und innerhalb eines Abstands von mindestens 50 Metern von diesen Orten verboten, ohne dass dieses Verbot über diese Grundstücksgrenze hinaus anwendbar ist.

Die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ist an den in Teil II der Anlage 2 des vorliegenden Erlasses angegebenen Orten und innerhalb eines Abstands von mindestens 10 Metern von diesen Orten verboten, ohne dass dieses Verbot über diese Grundstücksgrenze hinaus anwendbar ist.

Die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ist innerhalb eines Abstands von mindestens 50 Metern von den Empfangs- oder Beherbergungsgebäuden für empfindliche Gruppen, die sich innerhalb von in Teil III der Anlage 2 genannten Einrichtungen befinden, verboten, ohne dass dieses Verbot über diese Grundstücksgrenze dieser Einrichtungen hinaus anwendbar ist.

§ 2. Die Person, die Pflanzenschutzmittel verwendet, hat angemessene Maßnahmen zu treffen, damit diese Mittel nicht abdriften können und Orte, die in den Teilen I und II der Anlage 2 des vorliegenden Erlasses genannt sind, sowie Empfangs- oder Beherbergungsgebäude für empfindliche Gruppen, die in Teil III der Anlage 2 des vorliegenden Erlasses genannten Einrichtungen gelegen sind, erreichen können.

Art. 5 - Die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ist in den Teilen der Parks, Gärten, Grünflächen und Sport- und Freizeitplätzen verboten, die der Öffentlichkeit zugänglich sind und keine öffentlichen Räume darstellen.

Art. 6 - Der Zugang zu dem Teil der der Öffentlichkeit zugänglichen Orte, die Gegenstand einer Behandlung durch ein Pflanzenschutzmittel sind, ist den anderen Personen als denjenigen, die mit der Verwendung der Mittel beauftragt sind, während des Behandlungszeitraums und gegebenenfalls bis zum Ablauf der Wiederbetretungsfrist, so wie sie in der Zulassungsbescheinigung des Mittels festgelegt wird, gemäß dem Königlichen Erlass vom 28. Februar 1994 über die Aufbewahrung, Vermarktung und Benutzung der Pestizide in der Landwirtschaft untersagt.

Art. 7 - Vor der Verwendung der Pflanzenschutzmittel werden die in den öffentlich genutzten Parks, Gärten, Grünflächen und Sport- und Freizeitplätzen zu behandelnden Bereiche durch eine Markierung abgegrenzt und mit einem Schild versehen werden, durch das die Öffentlichkeit auf das Verbot hingewiesen wird, diese Bereiche zu betreten.

Das Informationsschild wird mindestens vierundzwanzig Stunden vor der Verwendung des Mittels am Eingang der Orte, an denen sich die zu behandelnden Bereiche befinden, oder in der Nähe dieser Bereiche angebracht.

Auf dem Schild werden das Datum der Behandlung, das verwendete Mittel und die für die Zurückweisung der Öffentlichkeit vorgesehene Dauer angegeben.

Das Schild und die Markierung der behandelten Bereiche bleiben bis nach Ablauf der Frist der Zurückweisung der Öffentlichkeit.

Art. 8 - In Abweichung von den Artikeln 4 und 5 können Pflanzenschutzmittel in den im Königlichen Erlass vom 19. November 1987 über die Bekämpfung von Schadorganismen der Pflanzen und pflanzlichen Produkte vorgesehenen Fällen verwendet werden.

Abschnitt 3 — Pufferzonen und Anwendungsgerät

Art. 9 - § 1. Außerhalb der Anbaugelände und Wiesen wird an folgenden Stellen eine Pufferzone eingehalten:

1° entlang den Oberflächengewässern auf einer Mindestbreite von sechs Metern ab dem Uferkamm, wobei sie nicht geringer sein darf als diejenige, die gemäß dem Königlichen Erlass vom 28. Februar 1994 über die Aufbewahrung, Vermarktung und Benutzung der Pestizide in der Landwirtschaft in der Zulassungsbescheinigung eines jeden Pestizids festgelegt wird;

2° entlang den an ein Regenwassersammelnetz angeschlossenen nicht kultivierbaren bedeckten Grundstücken auf einer Breite von einem Meter;

3° oberhalb der nicht ständig kultivierten losen Böden, die wegen einem Gefälle von mindestens 10% einen Oberflächenabfluss aufweisen und die an ein Oberflächengewässer oder an ein nicht kultivierbares bedecktes Grundstück, das an ein Regenwassersammelnetz angeschlossen ist, grenzen, auf einer Breite von einem Meter ab dem Bruch des Gefälles.

§ 2. In Anbaugeländen und/oder auf Wiesen wird an folgenden Stellen eine Pufferzone eingehalten:

1° entlang den Oberflächengewässern auf einer in Artikel R.202, 1° des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, festgelegten Mindestbreite, die nicht geringer sein darf als diejenige, die gemäß dem Königlichen Erlass vom 28. Februar 1994 über die Aufbewahrung, Vermarktung und Benutzung der Pestizide in der Landwirtschaft in der Zulassungsbescheinigung eines jeden Pestizids festgelegt wird;

2° entlang den an ein Regenwassersammelnetz angeschlossenen nicht kultivierbaren bedeckten Grundstücken auf einer Breite von einem Meter;

3° oberhalb der nicht ständig kultivierten losen Böden, die wegen einem Gefälle von mindestens 10% einen Oberflächenabfluss aufweisen und die an ein Oberflächengewässer oder an ein an ein nicht kultivierbares bedecktes Grundstück, das an ein Regenwassersammelnetz angeschlossen ist, grenzen, auf einer Länge von einem Meter.

§ 3. Die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ist auf nicht kultivierbaren bedeckten Grundstücken, die an ein Regenwassersammelnetz oder unmittelbar an ein Oberflächengewässer angeschlossen sind, verboten.

§ 4. Die Person, die die Pflanzenschutzmittel verwendet, benutzt ein angemessenes Anwendungsgerät, durch das die Abdrift verringert wird, das richtig eingestellt ist und das sich in einem guten Zustand befindet.

Abschnitt 3 — Handhabung von beruflich benutzten Pflanzenschutzmitteln

Unterabschnitt 1 — Anwendungsbereich und Definitionen

Art. 10 - Zur Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

1° Wirkstoff: ein Stoff oder ein Mikroorganismus, einschließlich eines Virus oder Pilzes, der eine allgemeine oder spezifische Wirkung auf oder gegen Schadorganismen hat;

2° Tank: Bestandteil des Anwendungsgeräts für Pflanzenschutzmittel und deren Zusatzstoffe, der die auszubringende Pflanzenschutzbrühe oder die Spritzflüssigkeit enthält, mit Ausnahme der Rückenspritzen;

3° Pflanzenschutzbrühe: gebrauchsfertige, zur phytopharmazeutischen Behandlung bestimmte Flüssigkeit, in der das oder die anzuwendende Mittel dispergiert oder aufgelöst ist;

4° Restmenge: die Pflanzenschutzbrühe, die nach der Behandlung im Sprühgerät übrig bleibt und die nicht den Tankrückstand darstellt;

5° Tankrückstand: das restliche Volumen der Pflanzenschutzbrühe, das nach der Behandlung und dem Entwässern des Zerstäubers im Sprühgerät übrigbleibt und das aus technischen Gründen in Verbindung mit der Bauart des Sprühgeräts nicht zerstäubt werden kann, einschließlich der Totvolumen, die im Zerstäubungskreislauf übrigbleiben;

6° Pflanzenschutzmittelrückstände: die Restmengen, Tankrückstände, unbrauchbaren Pflanzenschutzbrühen sowie das durch die Pflanzenschutzmittel verseuchte Wasser, insbesondere das Reinigungswasser des Sprühmaterials, ob es sich um die Innen- oder um die Außenreinigung handelt;

7° berufliche Nutzung der Pflanzenschutzmittel: die Nutzung von eigens für eine berufliche Nutzung zugelassenen Pflanzenschutzmitteln, sowohl in der Landwirtschaft und im Gartenbau als auch in anderen Bereichen;

8° beruflicher Benutzer: jede Person, die im Laufe ihrer beruflichen Tätigkeit sowohl in der Landwirtschaft als auch in anderen Bereichen Pflanzenschutzmittel verwendet;

9° Zusatzstoff: ein Zusatzstoff gemäß der Verordnung 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates.

Art. 11 - Der vorliegende Abschnitt regelt nicht die Verwendung selbst von Pflanzenschutzmitteln, sondern die Handhabungen der beruflich benutzten Pflanzenschutzmittel und ihrer Zusatzstoffe, das heißt die Vorgänge vor und nach der Anwendung dieser Mittel durch Anwendungsgeräte mit einer Kapazität von mehr als zwanzig Litern.

Unterabschnitt 2 — Orte für die Durchführung der Handhabungen

Art. 12 - § 1. Die Handhabungen der beruflich benutzten Pflanzenschutzmittel und ihrer Zusatzstoffe finden auf dem Feld oder auf einem mit Krautvegetation bedeckten Boden oder auf einer mit einem undurchlässigen und mechanisch und chemisch widerstandsfähigen Material bedeckten Fläche statt, um jegliches Eindringen der Pflanzenschutzmittel und ihrer Zusatzstoffe in den Boden zu verhindern.

Das Wasser, das durch Pflanzenschutzmittel verseucht ist, und auf einer mit einem undurchlässigen und mechanisch und chemisch widerstandsfähigen Material bedeckten Fläche verschüttet wurde, wird einer Anlage zur Behandlung des durch diese Mittel verseuchten Wassers zugeführt.

Das Netz für die Sammlung des Wassers aus dieser Fläche ermöglicht es, das durch die Pflanzenschutzmittel verseuchte Wasser vom Niederschlagswasser abzusondern.

§ 2. Das durch die Pflanzenschutzmittel verseuchte Wasser darf nicht in ein Oberflächengewässer oder Grundwasser, an eine Wasserentnahmestelle, an ein Piezometer oder an eine Einlassstelle einer öffentlichen Kanalisation gelangen.

§ 3. Der berufliche Benutzer hält den in Artikel D.140 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Bediensteten die Unterlagen zur Bescheinigung der Dichtheit des benutzten Materials zur Verfügung.

Unterabschnitt 3 — Verdünnung und Mischung der Pflanzenschutzmittel

Art. 13 - Wenn die beruflich benutzten Pflanzenschutzmittel vor ihrer Verwendung mit Wasser vermischt und in einem Tank verdünnt werden müssen, trifft der berufliche Benutzer alle erforderlichen Maßnahmen, um:

1° den Rückfluss des Füllwassers des Tanks in das Wasserverteilernetz oder in das Netz jeglicher anderen Wasserversorgungsquelle zu verhindern;

2° jegliches Überlaufen dieses Tanks zu vermeiden.

Art. 14 - Es ist verboten, Wasser unmittelbar aus einem Wasserlauf, einem Teich oder aus jedem anderen Oberflächengewässer oder Grundwasser zu entnehmen, um den Tank aufzufüllen und die Pflanzenschutzmittel zu mischen oder zu verdünnen.

Unterabschnitt 4 — Behandlung der Pflanzenschutzmittelrückstände

Art. 15 - Die von ihren Produkten geleerten Verpackungen der Pflanzenschutzmittel werden dreimal mit klarem Wasser ausgespült. Die Flüssigkeit aus dieser Spülung wird in den Tank geschüttet und für Zubereitung der Pflanzenschutzbrühe verwendet.

Falls ein Tankspülsystem vorhanden ist, das auf den mobilen Tank geladen oder an ihn angeschlossen werden kann, führt dieses Spülsystem den in Absatz 1 erwähnten Vorgang durch.

Art. 16 - § 1. Nach der Verwendung der Pflanzenschutzbrühe ist die Verwendung der Restmengen unter Einhaltung der folgenden kumulativen Bedingungen erlaubt:

1° die Konzentration an Wirkstoff(en) der ursprünglichen Restmenge wird mindestens durch 100 geteilt;

2° auf jede gemäß den Vorschriften der Artikel 12 bis 14 durchgeführte Verdünnung der Restmenge folgt eine Anwendung dieser Restmenge auf der soeben behandelten Parzelle oder Zone bis zur Entwässerung des Zerstäubers.

Unter der Verantwortung des beruflichen Benutzers ist die Wiederverwendung der Restmenge aus einer ersten Verwendung des Mittels für die Verwendung anderer Mittel gemäß den auf dem Etikett des Mittels der vorhergehenden Behandlung angegebenen Vorschriften erlaubt.

§ 2. Der Tankrückstand, der nach dem Entwässern übrigbleibt und dessen Konzentration an Wirkstoff(en) gemäß den Artikeln 12 bis 14 mindestens durch 100 geteilt wurde, wird auf dem Feld, auf einem mit Krautvegetation bedeckten Boden verwendet oder durch eine Anlage zur Behandlung der Pflanzenschutzmittelrückstände behandelt.

Art. 17 - Die unbrauchbaren Brühen, Restmengen oder Pflanzenschutzmittelrückstände, die unverdünnt sind, werden gesammelt und in einem Behälter gelagert, dessen Volumen mindestens dem Volumen des Tanks entspricht und der keinen Überlauf hat, oder im Tank des Zerstäubers im Hinblick auf deren Beseitigung durch einen zugelassenen Sammler aufbewahrt.

Art. 18 - Die Vorgänge zur Reinigung des für die Verwendung der Pflanzenschutzmittel benutzten Materials erfolgen gemäß Artikel 12.

Unterabschnitt 5 — Kontrolle, Feuer- und Unfallverhütung

Art. 19 - Der berufliche Benutzer ist im Besitz der zur Identifizierung der Art und der Risiken der von ihm gehandhabten Pflanzenschutzmittel erforderlichen Unterlagen, insbesondere der Sicherheitsdatenblätter.

Der berufliche Benutzer hält diese Unterlagen den in Artikel D.140 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten Bediensteten zur Verfügung.

Art. 20 - Der berufliche Benutzer setzt seine Beauftragten und alle Personen, die das Material zur Verwendung von beruflich benutzten Pflanzenschutzmitteln benutzen, von den Betriebsanweisungen, so wie diese angegeben werden, in Kenntnis.

Jede Ableitung von Pflanzenschutzmitteln in Oberflächengewässer oder Grundwasser wird einem in Artikel R.87 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Bediensteten gemeldet.

Jede Ableitung von Pflanzenschutzmitteln, die in die öffentlichen Kanalisationen gelangt, wird einem in Artikel R.87 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Bediensteten und der zugelassenen Klärungseinrichtung gemeldet.

Kapitel III — Abänderungen des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Art. 21 - In Artikel R.43ter-5, § 2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden die Wörter "Anlage XIV, Teil IV.B" durch die Wörter "Anlage XIV, Teil B II" ersetzt.

Art. 22 - In Teil II, Titel VII, Kapitel II, Abschnitt 3 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Artikel R.142bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. R.142bis - Falls aus den durchgeführten Analysen hervorgeht, dass die Konzentration an Schädlingsbekämpfungsmitteln die Gefahr bestehen lässt, dass der gute chemische Zustand eines oder mehrerer Oberflächenwasserkörper nicht erreicht wird, kann der Minister nach Überwachung zu Ermittlungszwecken Maßnahmen im Hinblick auf die Einschränkung oder das Verbot der Verwendung dieser Pestizide in der Zone bzw. den Zonen, die zu dieser Verseuchung beiträgt, treffen, um die in Artikel D.22, § 1, 1° festgelegten Ziele zu erreichen."

Art. 23 - In Artikel R.153 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Punkt 1° wird außer Kraft gesetzt;

2° Punkt 3° wird durch das Folgende ersetzt:

"3° Pestizid:

a) ein Pflanzenschutzmittel im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates;

b) ein Biozid-Produkt im Sinne des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2003 über das Inverkehrbringen und die Verwendung von Biozid-Produkten;"

Art. 24 - Artikel 165, § 2, 2° desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

"2° wenn der Minister feststellt, dass die Konzentration an Wirkstoffen der Pestizide, sowie an deren Metaboliten, relevanten Abbau- und Reaktionsprodukten, im Jahresdurchschnitt in den aufnehmenden Wasserkörpern folgendermaßen zunimmt und überschritten wird:

- 30% der in Artikel 43ter-3, 1° erwähnten Qualitätsnormen, was den pro einzelne Substanz festgelegten Wert betrifft oder

- 30% der in Artikel 43ter-3, 1° erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers, was den für die Gesamtheit der Substanzen festgelegten Wert betrifft,

kann er nach Überwachung zu Ermittlungszwecken angemessene anregende Maßnahmen treffen, die auf die Änderung gewisser Praxen in der Landwirtschaft, in den Haushalten und anderswo abzielen, um die Einleitung von Pestiziden in das Grundwasser einzuschränken, bis dass die Gehalte unter 30% der in Artikel R.43ter-3, 1° erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers zurückfallen und mindestens fünf Jahre auf diesem Stand gehalten werden.

Wenn keine besonderen Angaben vorliegen sind die in Absatz 1 vorgesehenen Maßnahmen innerhalb einer Frist von einem Jahr ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers anwendbar.

Wenn der Minister feststellt, dass die Konzentration an Wirkstoffen der Pestizide, sowie an deren Metaboliten, relevanten Abbau- und Reaktionsprodukten, im Jahresdurchschnitt in den aufnehmenden Wasserkörpern:

- 75% der in Artikel 43ter-3, 1° erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers, was den pro einzelne Substanz festgelegten Wert betrifft oder

- 75% der in Artikel 43ter-3, 1° erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers, was den für die Gesamtheit der Substanzen festgelegten Wert betrifft, überschreitet, kann er nach Überwachung zu Ermittlungszwecken verstärkte Maßnahmen treffen, die bis zum Verbot der Verwendung der betreffenden schädlingsbekämpfenden Mitteln führen können, um die Einleitung von Pestiziden in das Grundwasser zu verhindern, bis dass die Gehalte unter 75% der in Artikel R.43ter-3, 1° erwähnten Qualitätsnormen des Grundwassers zurückfallen und mindestens fünf Jahre auf diesem Stand gehalten werden.

Wenn keine besonderen Angaben vorliegen sind die in Absatz 3 vorgesehenen Maßnahmen innerhalb einer Frist von einem Jahr ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers anwendbar;"

Art. 25 - In Artikel R.166, § 1 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 2° werden die Wörter "und Pestizide" außer Kraft gesetzt;

2° in Punkt 2°bis wird folgender Wortlaut eingefügt:

"2°bis die Lagerungen von Pestiziden, außer den bestehenden oberirdischen Lagerungen, wenn die Menge an Pestiziden weniger als 2 Tonnen beträgt und wenn die gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Betriebsbedingungen eingehalten werden.";

3° in Punkt 9° werden die Wörter "und Pestizide" außer Kraft gesetzt.

Art. 26 - In Teil II, Titel VII, Kapitel III, Abschnitt 4 desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 187bis-3 mit folgenden Wortlaut eingefügt:

"Art. R.187bis-3. Falls aus den durchgeführten Analysen hervorgeht, dass die Konzentration an Schädlingsbekämpfungsmitteln die Gefahr bestehen lässt, dass der gute chemische Zustand eines oder mehrerer Oberflächenwasserkörper nicht erreicht wird, kann der Minister nach Überwachung zu Ermittlungszwecken Maßnahmen im Hinblick auf die Einschränkung oder das Verbot der Verwendung dieser Schädlingsbekämpfungsmittel in der Zone bzw. den Zonen, die zu dieser Verseuchung beiträgt, treffen, um die in Artikel D.22, § 1, 1° festgelegten Ziele zu erreichen."

Art. 27 - In der Anlage XIV des verordnungsrechtlichen Teils desselben Gesetzbuches wird die Anmerkung 1 der Tabelle des Teils A, I 1 folgendermaßen ersetzt:

"(1) Unter "Pestiziden" ist Folgendes zu verstehen:

a) ein Pflanzenschutzmittel im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates;

b) ein Biozid-Produkt im Sinne des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2003 über das Inverkehrbringen und die Verwendung von Biozid-Produkten."

KAPITEL IV — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt*

Art. 28 - Im Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt wird ein Kapitel IV mit dem Artikel 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Kapitel IV — Sonderbestimmungen für bestimmte Aspekte des Zustands der Umwelt

Art. 6 - Der Bericht enthält die angemessensten Indikatoren zur Bewertung einerseits der Wirksamkeit der Maßnahmen und Aktionen, die zur Verringerung der Risiken und Auswirkungen in Verbindung mit der Verwendung von Pflanzenschutzmitteln auf die menschliche Gesundheit und die Umwelt eingesetzt werden, und andererseits der Verwirklichung der Ziele, die in der Verringerung der Risiken und der Auswirkungen der Verwendung von Pflanzenschutzmitteln auf die Umwelt und in der Förderung der Entwicklung und Einführung der integrierten Bekämpfung der Pflanzenschädlinge und von alternativen Konzepten oder Techniken zur Verringerung der Abhängigkeit von der Verwendung von Pflanzenschutzmitteln bestehen."

KAPITEL V — *Sonstige Bestimmungen, Schluss- und Übergangsbestimmungen*

Art. 29 - Spätestens bis zum 30. Juni 2013 erstattet der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, der Kommission Bericht über die Durchführung der Maßnahmen zur Förderung der Bekämpfung der Kulturschädlinge mit geringer Pestizidverwendung, insbesondere über die Einführung der Bedingungen, die zur Durchführung der integrierten Bekämpfung der Kulturschädlinge erforderlich sind.

Im Sinne des vorhergehenden Absatzes bezeichnet die integrierte Bekämpfung der Kulturschädlinge die sorgfältige Erwägung aller verfügbaren Pflanzenschutzmitteln und die anschließende Einbindung geeigneter Maßnahmen, die der Entstehung von Populationen von Schadorganismen entgegenwirken und die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und anderen Abwehr- und Bekämpfungsmethoden auf einem Niveau halten, das wirtschaftlich und ökologisch vertretbar ist und Risiken für die menschliche Gesundheit und die Umwelt reduziert oder minimiert; die integrierte Bekämpfung der Kulturschädlinge stellt auf das Wachstum gesunder Nutzpflanzen bei möglichst geringer Störung der landwirtschaftlichen Ökosysteme ab und fördert natürliche Mechanismen zur Bekämpfung von Schädlingen.

Art. 30 - Der vorliegende Erlass tritt am zehnten Tag, der auf denjenigen seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft, außer für:

1° den Artikel 9 des vorliegenden Erlasses, der am 1. September 2014 in Kraft tritt;

2° den Artikeln 12, § 1 und § 3, 13, 14, 16, § 2, 17 und 18 des vorliegenden Erlasses, die am 1. Juni 2015 in Kraft treten;

3° den Artikeln 4 und 5 des vorliegenden Erlasses, die am 1. Juni 2018 in Kraft treten.

Art. 31 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Januar 1984 über das Verbot des Herbizideinsatzes auf bestimmten Staatsgütern wird am 31. Mai 2014 außer Kraft gesetzt.

Art. 32 - Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität, der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe und die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Juli 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

ANLAGE 1

Gefahrenhinweise**Teil A**

- R1/EUH001 In trockenem Zustand explosionsgefährlich
- R2 Durch Schlag, Reibung, Feuer oder andere Zündquellen explosionsgefährlich
- R3 Durch Schlag, Reibung, Feuer oder andere Zündquellen besonders explosionsgefährlich
- R4 Bildet hochempfindliche explosionsgefährliche Metallverbindungen
- R5/H240 Beim Erwärmen explosionsgefährlich
- R6/EUH006 Mit und ohne Luft explosionsgefährlich
- H200 Instabil explosiv
- H201° Explosiv: Gefahr der Massenexplosion
- H202 Explosiv: große Gefahr durch Splitter, Spreng- und Wurfstücke
- H203 Explosiv: Gefahr durch Feuer, Luftdruck oder Splitter, Spreng- und Wurfstücke
- H204 Gefahr durch Feuer oder Splitter, Spreng- und Wurfstücke
- H205 Gefahr der Massenexplosion bei Feuer
- R7/H242 Kann Brand verursachen
- R8/H270 Feuergefahr bei Berührung mit brennbaren Stoffen
- R12/H221, H224, H242 Hochentzündlich
- R14/EUH014 Reagiert heftig mit Wasser
- R15/H260 Reagiert mit Wasser unter Bildung leicht entzündlicher Gase
- R16 explosionsgefährlich in Mischung mit brandfördernden Stoffen
- R17/H250 Selbstentzündlich an der Luft
- R18/EUH018 Bei Gebrauch Bildung explosiver/leichtentzündlicher Dampf-Luftgemische möglich
- R19/EUH019 Kann explosionsfähige Peroxide bilden
- R29/EUH029 Entwickelt bei Berührung mit Säure giftige Gase
- R30 Kann bei Gebrauch leicht entzündlich werden
- R31/EUH031 Entwickelt bei Berührung mit Säure giftige Gase
- R32/EUH032 Entwickelt bei Berührung mit Säure giftige Gase
- R39/H370, EUH070 Ernste Gefahr irreversiblen Schadens
- R40/EUH070 Verdacht auf krebserzeugende Wirkung - unzureichende Beweismittel
- R45/H350 Kann Krebs erzeugen
- R46/H340 Kann vererbare Schäden verursachen
- R48/H372, H373 Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition
- R48/21 - H373 Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Berührung mit der Haut
- R48/20/21 - H373 Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen und durch Berührung mit der Haut
- R48/21/22 - H373 Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Berührung mit der Haut und durch Verschlucken
- R48/20/21/22 - H373 Gesundheitsschädlich: Gefahr ernster Gesundheitsschäden bei längerer Exposition durch Einatmen, durch Berührung mit der Haut und durch Verschlucken
- R49/H350i Kann Krebs erzeugen beim Einatmen
- R60/H360F Kann die Fruchtbarkeit beeinträchtigen
- R61/H360D Gefahr während der Schwangerschaft schädlicher Auswirkungen für das Kind
- R62/H361f Mögliche Gefahr einer Beeinträchtigung der Fruchtbarkeit
- R63/H361d Mögliche Gefahr während der Schwangerschaft schädlicher Auswirkungen für das Kind
- R60/61 - H360FD Kann die Fruchtbarkeit beeinträchtigen - kann das Kind im Mutterleib schädigen
- R60/63 - H360Fd Kann die Fruchtbarkeit beeinträchtigen - kann vermutlich das Kind im Mutterleib schädigen
- R61/62 - H360Df Kann das Kind im Mutterleib schädigen - kann vermutlich die Fruchtbarkeit beeinträchtigen
- R62/63 - H361fd Kann die Fruchtbarkeit beeinträchtigen - kann vermutlich das Kind im Mutterleib schädigen
- R64/H362 Mögliche Gefahr für über Muttermilch genährte Säuglinge
- R68/H371 Möglichkeit irreversibler Schäden

Teil B

R50/H400 Sehr giftig für die Wasserorganismen

R51/H411 Giftig für Wasserorganismen

R53/H413 Kann in Gewässern längerfristig schädliche Wirkungen haben“.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 über eine nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Juli 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

ANLAGE 2

Teil I:

- Schulhöfe und Räume innerhalb der Schuleinrichtungen und Internate, zu denen gewöhnlich Schüler Zugang haben;

- Räume innerhalb von Kindertagesstätten und Kinderbetreuungsinfrastrukturen, zu denen gewöhnlich Kinder Zugang haben.

Teil II

- Kinderspielplätze, die der Öffentlichkeit zugänglich sind;

- Räume, die zum Genuss von Getränken und Nahrungsmitteln eingerichtet und der Öffentlichkeit zugänglich sind.

Teil III

- Krankenhäuser und Heilanstalten;

- private Gesundheitsdienstleistungen;

- Genesungsheime;

- Rehabilitationszentren;

- Einrichtungen, die ältere Personen empfangen oder beherbergen;

- Einrichtungen, die erwachsene behinderte Personen oder Personen mit schweren Erkrankungen betreuen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 über eine nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Juli 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204850]

11 JULI 2013. — Besluit van de Waalse Regering betreffende een pesticidengebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 oktober 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het Natuurbehoud, inzonderheid op de artikelen 2 tot 4 en artikel 38;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.6-1, D.164, D.167 en D.173;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op artikel D.34;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw, inzonderheid op de artikelen 3, 4 en 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1984 houdende verbod op het gebruik van onkruidverdelgingsmiddelen op bepaalde openbare goederen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 26 september 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), gegeven op 3 oktober 2012;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 5 oktober 2012;

Gelet op het advies nr. 52.540/VR/4 van de Raad van State, gegeven op 11 februari 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit, van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed en van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2009/128/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° "pesticiden": de pesticiden zoals bedoeld bij het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

2° "herbiciden": de stoffen en preparaten die bestemd zijn om ongewenste planten te vernietigen, bepaalde delen van planten te vernietigen of om ongewenste groei van planten te voorkomen;

3° "openbare ruimten": de terreinen die al dan niet tot het openbaar domein behoren waarvan een overheid eigenaar, vruchtgebruiker, pachter, opstalhouder of huurder is en die voor openbaar nut worden gebruikt. Deze bepaling geldt niet voor boomkwekerijen, goederen onder bosregeling en tuinbouwinstallaties die uitsluitend voor openbare diensten zijn bestemd, de instellingen gelegen in het openbaar domein en die productie, onderzoek en onderwijs in land- en tuinbouw tot doel hebben, net als de plaatsen en gebouwen opgesomd in deel I en deel II van bijlage 2 alsook de goederen bedoeld bij deel III van bijlage 2;

4° "beheerder van openbare ruimten": elke publiekrechtelijke persoon belast met het onderhoud en de bescherming van planten die zich in de openbare ruimten bevinden of elke natuurlijke of rechtspersoon die dergelijke diensten uitvoert voor rekening van een publiekrechtelijke persoon;

5° "apparatuur voor het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen": elk apparaat dat specifiek is bestemd voor het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen, inclusief hulpstukken die essentieel zijn voor de doeltreffende werking daarvan, zoals spuitdoppen, manometers, filters, zeven en toebehoren voor het schoonmaken van tanks;

6° "geïntegreerde gewasbescherming": de geïntegreerde gewasbescherming, zoals bedoeld bij het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

7° "bufferzone": een zone met passende afmetingen waarin de opslag en het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen verboden is, behalve in geval van beperkte en lokale behandeling met een sproeislang of een rugsproeier op de volgende soorten: *Carduus crispus*, *Cirsium lanceolatum*, *Cirsium arvense*, *Rumex crispus*, *Rumex obtusifolius* en de invaderende exotische soorten bedoeld bij de omzendbrief van 23 april 2009 betreffende de invaderende exotische soorten;

8° "onverbouwde terreinen met bedekking": oppervlakken bedekt met tegels, beton, gestabiliseerd zand, dolomiet, grind of ballast, zoals onder meer trottoirs, pleinen, bermen, spoorwegen en wegen;

9° "mulle terreinen die permanent onverbouwd blijven": mulle oppervlakken die niet voor de landbouw bestemd zijn en die niet ingezaaid of beplant worden op korte termijn, dit is gedurende een periode van 6 tot 12 maanden;

10° "oppervlaktewater": oppervlaktewater zoals bedoeld in artikel D.2, 34°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

11° "grondwater": grondwater zoals bedoeld in artikel D.2, 38°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

HOOFDSTUK II. — Pesticidenbeheer dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling

Onderafdeling 1. — Pesticidengebruik in openbare ruimten

Art. 3. § 1. Het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen in openbare ruimten is toegelaten tot 31 mei 2019, mits naleving van de volgende voorwaarden :

1° de naleving van de artikelen 6 en 7 van dit besluit;

2° de opmaking en de uitvoering op 1 juni 2019 van een plan in verband met de vermindering van het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen in openbare ruimten met als gevolg de naleving van de voorschriften van artikel 3 van het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw; de minimale inhoud en de uitvoeringsmodaliteiten van dit plan worden door de Minister die voor het waterbeleid bevoegd is, bepaald;

3° de naleving van het beginsel van geïntegreerde gewasbescherming;

4° het gebruik van pesticiden blijft beperkt tot de volgende gebruiken :

a) herbiciden :

i) het onderhoud van onverbouwde terreinen met bedekking die niet verbonden zijn met een regenwaterverzamelleiding en niet grenzen aan een oppervlaktewater;

ii) de ruimten die op minder dan één meter van een gebruikte spoorweg liggen die niet verbonden zijn met een regenwaterverzamelleiding en niet grenzen aan oppervlaktewater;

iii) de lanen van kerkhoven die niet verbonden zijn met een regenwaterverzamelleiding en niet grenzen aan een oppervlaktewater;

b) andere gewasbeschermingsmiddelen :

i) de bescherming en het onderhoud, d.m.v. plaatselijke behandeling, van eenjarige of doorlevende niet-houtige sierplanten;

ii) de bescherming en het onderhoud, d.m.v. plaatselijke behandeling, van houtige sierplanten;

iii) het onderhoud van onverbouwde terreinen met bedekking die niet verbonden zijn met een regenwaterverzamelleiding en niet grenzen aan een oppervlaktewater;

iv) het onderhoud van sportterreinen;

5° het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen die niet ingedeeld zijn bij de classificaties "giftig of zeer giftig (symbool T of T+)", "corrosief (symbool C)" en/of "schadelijk, irriterend en/of sensibiliserend (symbool X)" zoals gedefinieerd in het koninklijk besluit van 24 mei 1982 houdende reglementering van het in de handel brengen van stoffen die gevaarlijk kunnen zijn voor de mens of voor zijn leefmilieu en het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke mengsels met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan of geen pictogram(men) SGH05 tot en met SGH08 dragen zoals opgelegd door de Verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels tot wijziging en intrekking van de Richtlijnen 67/548/EEG en 1999/45/EG en tot wijziging van verordening (EG) nr. 1907/2006.

Zijn er evenwel geen andere efficiënte producten op de markt dan deze bedoeld in lid 1, dan mogen de herbiciden gebruikt voor het onderhoud van sportterreinen, de insecticiden gebruikt overeenkomstig punt 4°, b), i) en ii), van deze paragraaf voor de bescherming van sierplanten toch tot de classificatie "schadelijk of irriterend (symbool X)" behoren zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 24 mei 1982 houdende reglementering van het in de handel brengen van stoffen die gevaarlijk kunnen zijn voor de mens of voor zijn leefmilieu en het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke mengsels met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan of een of meer pictogrammen SGH05 of SG07 dragen zoals opgelegd in Verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels tot wijziging en intrekking van de Richtlijnen 67/548/EEG en 1999/45/EG en tot wijziging van verordening (EG) nr. 1907/2006;

6° de verpakking of het etiket van de gebruikte gewasbeschermingsmiddelen bevat geen : a) verwijzing naar één van de waarschuwingszinnen bedoeld in bijlage 1;

b) verwijzing naar één van de waarschuwingszinnen bedoeld in bijlage 1, deel B, geen vermelding "Niet gebruiken in de omgeving van watervlakken en waterlopen" noch het symbool N (of SGH09) "gevaarlijk voor het leefmilieu", tenzij het product :

i) een insecticide is dat overeenkomstig punt 4°, b), i) en ii), van deze paragraaf wordt gebruikt;

ii) een herbicide is dat overeenkomstig punt 4°, a), i) van deze paragraaf wordt gebruikt;

7° de aanstelling door de beheerder van openbare ruimten van ten minste één natuurlijke persoon verantwoordelijk voor de aankopen, het beheer van het lokaal van gewasbeschermingsmiddelen, van het strooimateriaal, alsook voor de ontwikkeling van alternatieven voor gewasbeschermingsmiddelen die minstens beschikt over een fytolicentie type P2 (professioneel gebruik) overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling.

§ 2. Sommige gewasbeschermingsmiddelen mogen gebruikt worden omwille van de volksgezondheid, de hygiëne of de openbare veiligheid, het natuurbehoud of de bescherming van het plantaardige erfgoed met naleving van de beginselen van geïntegreerde gewasbescherming, in laatste instantie, voor de beperkte en lokale behandeling met een sproeislang of een rugsproeier op de volgende soorten :

1° *Carduus crispus*, *Cirsium palustre*, *Cirsium lanceolatum*, *Cirsium arvense*, *Rumex crispus* en *Rumex obtusifolius*;

2° invaderende exotische soorten bedoeld in de omzendbrief van 23 april 2009 betreffende de invasieve exotische soorten.

De gebruikte gewasbeschermingsmiddelen mogen geen symbool T of C dragen zoals gedefinieerd in het koninklijk besluit van 24 mei 1982 houdende reglementering van het in de handel brengen van stoffen die gevaarlijk kunnen zijn voor de mens of voor zijn leefmilieu en het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke mengsels met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan of geen pictogram(men) SGH05, SGH06 of SGH08 dragen zoals opgelegd door de Verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels tot wijziging en intrekking van de Richtlijnen 67/548/EEG en 1999/45/EG en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1907/2006.

§ 3. De beheerder van de openbare ruimten vergewist zich ervan dat de persoon die de gewasbeschermingsmiddelen in de openbare ruimten toepast :

1° minstens over een fytolicentie type P1 (Professioneel gebruik) beschikt overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen;

2° maatregelen treft om te vermijden dat schade wordt toegebracht aan het leefmilieu;

3° geschikt materiaal gebruikt dat verwaaiing beperkt, dat goed afgesteld is en in goede staat is;

4° zich richt naar de aanbevelingen vermeld op het etiket en de verpakking van de gebruikte producten;

5° de in artikel 9 bepaalde bufferzones respecteert.

Afdeling 2. — Toepassing van de pesticiden in de door het publiek of kwetsbare groepen bezochte ruimten

Art. 4. § 1. Het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen is verboden op de plaatsen vermeld in deel I van bijlage 2 bij dit besluit en op minder dan 50 meter van deze plaatsen zonder dat dit verbod van toepassing is over de perceelgrens heen.

Het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen is verboden op de plaatsen vermeld in deel II van bijlage 2 bij dit besluit en op minder dan 10 meter van deze plaatsen zonder dat dit verbod van toepassing is over de perceelgrens heen.

Het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen is verboden op minder dan 50 meter van onthaal- of verblijfsgebouwen van kwetsbare groepen gelegen in de inrichtingen vermeld in deel III van bijlage 2 zonder dat dit verbod van toepassing is over de perceelgrens heen.

§ 2. De persoon die gewasbeschermingsmiddelen gebruikt, treft de geschikte maatregelen opdat die gewasbeschermingsmiddelen niet kunnen verwaaien en de plaatsen bedoeld in de delen I en II van bijlage 2 bij dit besluit en de onthaal- of verblijfsgebouwen van kwetsbare groepen gelegen binnen de inrichtingen bedoeld in deel III van bijlage 2 bij dit besluit bereiken.

Art. 5. Het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen is verboden in de gedeelten van de parken, tuinen, groengebieden en sport- en recreatieterrainen waartoe het publiek toegang heeft en die geen openbare ruimten zijn.

Art. 6. De toegang tot het gedeelte van de door het publiek bezochte plaatsen, dat het voorwerp uitmaakt van een behandeling door een gewasbeschermingsmiddel is verboden voor andere personen dan deze belast met de toepassing van de producten, en dat voor de duur van de behandeling tot het verstrijken van de heropeningstermijn zoals, desgevallend, gedefinieerd in de erkenningsakte van het product overeenkomstig het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik.

Art. 7. Voorafgaand aan de behandeling met gewasbeschermingsmiddelen, worden de te behandelen gebieden gelegen in de parken, tuinen, groengebieden en sport- en recreatieterrainen die voor het publiek toegankelijk zijn, afgeschermd met een afbakening en wordt er door middel van aanplakking aan het publiek aangekondigd dat de toegang tot deze gebieden verboden is.

Die informatieve aanplakking wordt ten minste vierentwintig uur vóór het gebruik van het product opgehangen bij de ingang van de plaatsen waar de te behandelen gebieden gelegen zijn of in de nabijheid van deze gebieden.

Deze aankondiging vermeldt de datum van de behandeling, het gebruikte product en de geplande duur van het toegangsverbod voor het publiek.

De aankondiging en afbakening van de behandelde gebieden blijven aanwezig tot de termijn van het toegangsverbod voor het publiek verstreken is.

Art. 8. In afwijking van de artikelen 4 en 5 kunnen gewasbeschermingsmiddelen gebruikt worden in de gevallen bedoeld in het koninklijk besluit van 19 november 1987 betreffende de bestrijding van voor planten en voor plantaardige producten schadelijke organismen.

Afdeling 3. — Bufferzones en gebruikmateriaal

Art. 9. § 1. Buiten de gewassen- en weidengebieden wordt een bufferzone nageleefd :

1° langs oppervlaktewater over een minimale breedte van zes meter vanaf de top van de oever die niet lager mag zijn dan de hoogte gedefinieerd in de erkenningsakte van elk pesticide krachtens het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik;

2° langs onverbouwde terreinen met een bedekking die met een regenwaterverzamleiding zijn verbonden, en dat over een breedte van één meter;

3° stroomopwaarts van mulle terreinen die permanent onverbouwd blijven en waarnaar het water afvloeit vanwege een hellingshoek van meer dan of gelijk aan 10 % en die grenzen aan oppervlaktewater of een onverbouwbaar terrein met een bedekking die met een regenwaterverzamleiding is verbonden, over een breedte van één meter vanaf de breuklijn van de helling.

§ 2. Buiten de gewassen- en weidengebieden wordt een bufferzone nageleefd :

1° langs oppervlaktewater over een minimale breedte gelijk aan die bepaald in artikel R.202, 1°, van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, die niet lager mag zijn dan de hoogte gedefinieerd in de erkenningsakte van elk pesticide krachtens het koninklijk besluit van 28 februari 1994 betreffende het bewaren, het op de markt brengen en het gebruiken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik;

2° langs onverbouwde terreinen met een bedekking die met een regenwaterverzamleiding zijn verbonden, en dat over een breedte van één meter;

3° stroomopwaarts van mulle terreinen die permanent onverbouwd blijven en waarnaar het water afvloeit vanwege een hellingshoek van meer dan of gelijk aan 10 % en die grenzen aan oppervlaktewater of een onverbouwbaar terrein met een bedekking die met een regenwaterverzamleiding is verbonden, over een breedte van één meter.

§ 3. Het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen is verboden langs onverbouwde terreinen met een bedekking die met een regenwaterverzamleiding of rechtstreeks met het oppervlaktewater zijn verbonden.

§ 4. De persoon die gewasbeschermingsmiddelen gebruikt, hanteert een geschikt materiaal dat verwaaiing beperkt, dat goed afgesteld is en in goede staat is;

Afdeling 3. — Hantering van gewasbeschermingsmiddelen voor professioneel gebruik

Onderafdeling 1. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Art. 10. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

1° werkzame stof : stof of micro-organisme, met inbegrip van een virus of fungus met een algemene of specifieke werking op of tegen schadelijke organismen;

2° tank : element van het gebruiksmateriaal voor de gewasbeschermingsmiddelen en van hun toevoegingsstoffen bestemd om de fytofarmaceutische pap of de te verstuiven vloeistof met uitzondering van de rugsproeiers;

3° fytofarmaceutische pap : gebruiksklare vloeistof bestemd voor de fytofarmaceutische behandeling, waarin het(de) te gebruiken product(en) verspreid of opgelost wordt(en);

4° tankbodem : de fytofarmaceutische pap die na gebruik in het verstuiwingsapparaat blijft en die niet de residuele tankbodem is;

5° residuele tankbodem : het residuele volume fytofarmaceutische pap dat na gebruik en het afzetten van de verstuiwer in het verstuiwingsapparaat blijft en dat om technische redenen gebonden aan de conceptie van het verstuiwingsapparaat niet verstuiwbaar is met inbegrip van de dode volumes die in het verstuiwingscircuit blijven;

6° fytofarmaceutische effluënten : tankbodems, residuele tankbodems, onbruikbare pappen van gewasbeschermingsmiddelen alsmede het water verontreinigd door de gewasbeschermingsmiddelen met name, het reinigingswater van het verstuiwingsapparaat, of het nu om de binnen- of buitenspoeling gaat;

7° beroepsgebruik van gewasbeschermingsmiddelen : gebruik van gewasbeschermingsmiddelen die voor een beroepsgebruik zowel in de landbouw- en tuinsector als in andere sectoren specifiek erkend worden;

8° professionele gebruiker : persoon die, in de landbouwsector of in een andere sector, pesticiden gebruikt in het kader van zijn beroepsactiviteiten;;

9° toevoegingsstof : een toevoegingsstof in de zin van Verordening (EG) nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad.

Art. 11. Deze afdeling regelt niet eigenlijk het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen maar wel de hanteringsverrichtingen van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik en hun toevoegingsstoffen, namelijk de verrichtingen die voor en na het gebruik ervan door een gebruiksmateriaal met een capaciteit van meer dan twintig liter plaatsvinden.

Onderafdeling 2. — Plaatsen waarin de hanteringsverrichtingen worden uitgevoerd

Art. 12. § 1. De hanteringsverrichtingen van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik en hun toevoegingsstoffen vinden plaats in een akker of op een bodem bedekt met een grasachtige vegetatie of een oppervlakte bedekt met een waterdicht alsook mechanisch en chemisch bestendig materiaal om elke insijpeling van de gewasbeschermingsmiddelen en van hun toevoegingsstoffen in de grond te voorkomen.

Het door gewasbeschermingsmiddelen verontreinigde water geloosd op de oppervlakte bedekt met een waterdicht alsook mechanisch en chemisch bestendig materiaal worden gedraineerd na een installatie voor de behandeling van het water dat door gewasbeschermingsmiddelen verontreinigd is.

Dankzij de verzamleiding voor water afkomstig van die oppervlakte kan het water verontreinigd door gewasbeschermingsmiddelen afgezonderd worden van het regenwater.

§ 2. Het water verontreinigd door gewasbeschermingsmiddelen mag geen oppervlakte- of grondwater, geen waterwinvoorziening, geen piëzometer, of geen ingangspunt van een openbare riolering bereiken.

§ 3. De professionele gebruiker houdt de documenten die van de waterdichtheid van het gebruikte materiaal bewijzen, ter beschikking van de personeelsleden bedoeld in artikel D.140 van Boek I.

Onderafdeling 3. — Verdunning en mengsel van gewasbeschermingsmiddelen

Art. 13. Wanneer gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik voor hun toepassing met water gemengd moeten worden en in een kuip verdund moeten worden, treft de professionele gebruiker alle nodige maatregelen om :

1° de terugkeer van het vulwater van de tank naar het waterdistributienet of elke andere watervoorzieningsbron te voorkomen;

2° elke overloop van die kuip te voorkomen.

Art. 14. Het is verboden het water rechtstreeks in een waterloop, een vijver of elk oppervlakte- of grondwater te winnen om de kuip te vullen of om het mengsel of de verdunning van gewasbeschermingsmiddelen uit te voeren.

Onderafdeling 4. — Beheer van de fytofarmaceutische effluënten

Art. 15. De verpakkingen van de gewasbeschermingsmiddelen die van hun producten geledigd worden, worden drie keer met helder water gespoeld. De uit de spoeling voortvloeiende vloeistof wordt in de kuip gestort en gebruikt om de fytofarmaceutische pap voor te bereiden.

In aanwezigheid van een spoelingsstelsel van de kannen, dat op de verplaatsbare tank geplaatst wordt of erop aansluitbaar is, verricht het spoelingsstelsel de in het eerste lid bedoelde handeling.

Art. 16. § 1. Na gebruik van de fytofarmaceutische pap wordt het gebruik van de tankbodems toegelaten indien de volgende cumulatieve voorwaarden worden vervuld :

1° de concentratie actieve stof(fen) van de oorspronkelijke tankbodem wordt minstens door 100 gedeeld;

2° elke verdunning van de tankbodem die overeenkomstig de voorschriften van de artikelen 12 tot 14 verricht wordt, wordt gevolgd met een gebruik ervan op het perceel of het gebied dat juist behandeld is tot het afzetten van de verstuiver.

Onder de verantwoordelijkheid van de professionele gebruiker wordt het hergebruik van de tankbodem voortvloeiend uit een eerste gebruik van product toegelaten voor het gebruik van andere producten volgens de voorschriften vermeld op het etiket van het product van de vorige handeling.

§ 2. De residuele tankbodem die na het afzetten blijft en waarvan de concentratie actieve stof(fen) overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 12 en 14 minstens door 100 is gedeeld, wordt onmiddellijk toegepast op een bodem bedekt met een grasachtige vegetatie of behandeld door een installatie voor de behandeling van fytofarmaceutische effluënten.

Art. 17. De niet-buikbare pappen, niet-verdunde tankbodems of residuele tankbodems worden opgehaald en opgeslagen in een vat met een volume minstens gelijk aan het volume van de kuip en zonder overlooppijp of gehandhaafd in de kuip van de verstuiver met het oog op de verwijdering ervan door een erkende ophaler.

Art. 18. De reinigingsvoorzieningen van het gebruikte materiaal voor de toepassing van gewasbeschermingsmiddelen worden overeenkomstig artikel 12 uitgevoerd.

Onderafdeling 5. — Controle, ongevallen- en brandpreventie

Art. 19. De professionele gebruiker bezit de documenten die nodig zijn voor de identificatie van de aard en de risico's van de gewasbeschermingsmiddelen die hij hanteert, met name de fiches met de veiligheidsgegevens.

De professionele gebruiker houdt die documenten ter beschikking van de personeelsleden bedoeld in artikel D.140 van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 20. De professionele gebruiker informeert zijn aangestelden en alle personen die het gebruiksmateriaal voor gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik over de uitbatingsinstructies zoals ze vermeld zijn, gebruiken.

Elke lozing van gewasbeschermingsmiddelen in een oppervlakte- of grondwater wordt medegedeeld aan een personeelslid bedoeld in artikel R.87 van Boek I van het Milieuwetboek.

Elke lozing van gewasbeschermingsmiddelen in de openbare rioleringen wordt medegedeeld aan een personeelslid bedoeld in artikel R.87 van Boek I van het Milieuwetboek en aan de erkende zuiveringsinstallatie.

Hoofdstuk III. — Wijzigingen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Art. 21. In artikel R.43ter-5, § 2, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de woorden "bijlage XIV, deel IV.B." vervangen door de woorden "bijlage XIV, deel B II".

Art. 22. In deel II, titel VII, hoofdstuk II, afdeling 3 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een hoofdstuk R.142bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. R.142bis. Wanneer uit de uitgevoerde analyses blijkt dat de concentratie pesticiden een risico voor het niet-bereiken van de goede chemische staat van één of meer oppervlaktewaterlichamen inhoudt, kan de Minister na onderzoekscontrole maatregelen treffen om het gebruik van die pesticiden te beperken of te verbieden in het(de) gebied(en) dat(die) bijdraagt(bijdragen) tot die verontreiniging om de in artikel D.22, § 1, 1°, bedoelde doelstellingen te bereiken.

Art. 23. In artikel R.153 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt opgeheven;

2° punt 3° wordt vervangen als volgt :

" 3° pesticide :

a) een gewasbeschermingsmiddel als omschreven in Verordening (EG) nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad;

b) een biocide als omschreven in het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende het op de markt brengen en het gebruiken van biociden;"

Art. 24. Artikel R. 165, § 2, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"2° als de Minister vaststelt dat de concentratie actieve stoffen van de pesticiden en de concentratie relevante metabolieten en afbraak- en reactieproducten in het ontvangend water verhoogt en jaarlijks gemiddeld hoger is dan :

- 30 % van de kwaliteitsnormen van het grondwater bedoeld in artikel R. 43-ter, 1°, voor wat betreft de waarde bepaald bij individuele stof of,

- 30 % van de kwaliteitsnormen van het grondwater bedoeld in artikel R. 43-ter, 1°, voor wat betreft de waarde bepaald voor het totaal van de stoffen,

kan hij na onderzoekscontrole de gepaste aansprekende maatregelen treffen die tot de wijziging van bepaalde landbouw-, huishoudelijke en andere praktijken moeten leiden om het lozen van pesticiden in de grondwateren te beperken tot de gehalten opnieuw onder de 30 % van de kwaliteitsnormen van de grondwateren bedoeld in artikel R. 43ter-3, 1° zijn gedaald en gedurende minstens vijf jaar op dat niveau blijven.

Bij gebrek aan bijzondere precisering zijn de maatregelen bedoeld in het eerste lid van toepassing binnen een termijn van één jaar na de kennisgeving van de beslissing van de Minister.

Als de Minister vaststelt dat de concentratie actieve stoffen van de pesticiden en de concentratie relevante metabolieten en afbraak- en reactieproducten in het ontvangend water jaarlijks gemiddeld hoger is dan :

- 75 % van de kwaliteitsnormen van het grondwater bedoeld in artikel R. 43-ter, 1°, voor wat betreft de waarde bepaald bij individuele stof of,

- 75 % van de kwaliteitsnormen van het grondwater bedoeld in artikel R.43ter-3, 1°, m.b.t. de waarde die voor het geheel van de stoffen is vastgesteld, neemt hij na onderzoekscontrole versterkte maatregelen en zelfs het verbod van het gebruik van de betrokken pesticiden om het lozen van pesticiden te beperken in de grondwateren tot de gehalten opnieuw onder de 75 % van de kwaliteitsnormen van het grondwater bedoeld in artikel R.43ter-3, 1°, zijn gedaald en gedurende minstens vijf jaar op dat niveau blijven.

Bij gebrek aan bijzondere precisering zijn de maatregelen bedoeld in het derde lid van toepassing binnen een termijn van één jaar na de kennisgeving van de beslissing van de Minister;".

Art. 25. In artikel R.166, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 2° worden de woorden "en pesticiden" opgeheven;

2° er wordt een punt 2°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"2°bis de opslag van pesticiden behalve de bestaande bovengrondse opslag wanneer de opgeslagen hoeveelheid pesticiden kleiner is dan 2 ton en als de uitbatingvoorwaarden bepaald overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden nageleefd.";

3° in 9° worden de woorden "en pesticiden" opgeheven.

Art. 26. In Deel II, Titel VII, hoofdstuk III, afdeling 4 van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel R.187bis-3 ingevoegd luidend als volgt :

"Art. R. 187bis-3. Wanneer uit de uitgevoerde analyses blijkt dat de concentratie pesticiden een risico voor het niet-bereiken van de goede chemische staat van één of meer oppervlaktewaterlichamen inhoudt, kan de Minister na onderzoekscontrole maatregelen treffen om het gebruik van die pesticiden te beperken of te verbieden in het(de) gebied(en) dat(die) bijdraagt(bijdragen) tot die verontreiniging om de in artikel D.22, § 1, 1° bedoelde doelstellingen te bereiken.

Art. 27. In bijlage XIV van het regelgevend gedeelte van hetzelfde Wetboek wordt nota 1 van tabel van deel A, I, 1 vervangen als volgt :

"(1). - Er wordt verstaan onder "pesticiden" :

a) een gewasbeschermingsmiddel als omschreven in Verordening (EG) nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad;

b) een biocide als omschreven in het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende het op de markt brengen en het gebruiken van biociden."

Hoofdstuk IV - Wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de Toestand van het Waalse Leefmilieu

Art. 28. In het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 november 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de Toestand van het Waalse Leefmilieu wordt een hoofdstuk IV, dat artikel 6 inhoudt, ingevoegd, luidend als volgt :

"Hoofdstuk IV. — Voor bepaalde aspecten van de toestand van het leefmilieu bijzondere bepalingen

Art. 6. Het verslag houdt de indicatoren in die het meest geschikt zijn om enerzijds de doeltreffendheid van de uitgevoerde maatregelen en acties om de risico's en effecten gebonden aan het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen op de menselijke gezondheid en het milieu te verminderen en anderzijds de uitvoering van de doelstellingen te evalueren die als doel hebben de risico's en de effecten van het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen op het leefmilieu te verminderen en de ontwikkeling en invoering van geïntegreerde plaagbestrijding en alternatieve benaderingswijzen of technieken aan te moedigen om de afhankelijkheid van het gebruik van pesticiden te beperken."

HOOFDSTUK V. — *Diverse, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 29. Uiterlijk op 30 juni 2013 brengt de Minister van Landbouw bij de Commissie verslag uit over de uitvoering van maatregelen ter bevordering van de bestrijding met lage pesticideninzet, en met name over de vraag of de noodzakelijke voorwaarden voor het in praktijk brengen van geïntegreerde gewasbescherming zijn vervuld.

In de zin van dit lid wijst de geïntegreerde gewasbescherming de zorgvuldige afweging aan van alle beschikbare gewasbeschermingsmethoden, gevolgd door de integratie van passende maatregelen die de ontwikkeling van populaties van schadelijke organismen tegengaan, het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en andere vormen van interventie tot economisch en ecologisch verantwoorde niveaus beperkt houden en het risico voor de gezondheid van de mens en voor het milieu tot een minimum beperken; bij de geïntegreerde gewasbescherming ligt de nadruk op de groei van gezonde gewassen, waarbij de landbouwecosystemen zo weinig mogelijk worden verstoord en natuurlijke plaagbestrijding wordt aangemoedigd.

Art. 30. Dit besluit treedt in werking de tiende dag na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* behalve voor :
1° artikel 9 van dit besluit dat op 1 september 2014 in werking treedt;
2° de artikelen 12, § 1 en § 3, 13, 14, 16, § 2, 17 en 18 van dit besluit die op 1 juni 2015 in werking treden;
3° de artikelen 4 en 5 van dit besluit die op 1 juni 2018 in werking treden.

Art. 31. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1984 houdende verbod op het gebruik van onkruidverdelgingsmiddelen op bepaalde openbare goederen wordt op 31 mei 2014 opgeheven.

Art. 32. De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit en de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed en de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 juni 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

 BIJLAGE 1
Waarschuwingzinnen**DEEL A.**

- R1/EUH001 In droge toestand ontplofbaar
- R2 Ontploffingsgevaar door schok, wrijving, vuur of andere ontstekingsoorzaken
- R3 Groot ontploffingsgevaar door schok, wrijving, vuur of andere ontstekingsoorzaken
- R4 Vormt met metalen zeer gemakkelijk ontplofbare verbindingen
- R5/H240 Ontploffingsgevaar bij verwarming
- R6/EUH006 Ontplofbaar met en zonder lucht
- H200 Instabiele ontplofbare stof
- H201 Ontplofbare stof gevaar voor massa-explosie
- H202 Ontplofbaar : ernstig gevaar voor scherfwerking
- H203 Ontplofbaar : gevaar voor brand, luchtdrukwerking of scherfwerking
- H204 Gevaar voor brand of scherfwerking
- H205 Gevaar voor massa-explosie bij brand
- R7/H242 Kan brand veroorzaken
- R8/H270 Bevordert de ontbranding van brandbare stoffen
- R12/H221, H224, H242 Zeer licht ontvlambaar
- R14/EUH014 Reageert heftig met water
- R15/H260 Vormt zeer licht ontvlambaar gas in contact met water
- R16 Ontploffingsgevaar bij menging met oxiderende stoffen
- R17/H250 Spontaan ontvlambaar in lucht
- R18/EUH018 Kan bij gebruik een ontvlambaar/ontplofbaar damp-luchtmengsel vormen
- R19/EUH019 Kan ontplofbare peroxiden vormen
- R29/EUH029 Vormt giftig gas in contact met water
- R30 Kan bij gebruik licht ontvlambaar worden
- R31/EUH031 Vormt giftig gas in contact met water
- R32/EUH032 Vormt zeer giftige gassen in contact met zuren
- R39/H370, EUH070 Gevaar voor ernstige onherstelbare effecten
- R40/EUH070 Carcinogene effecten zijn niet uitgesloten - onvoldoende bewijzen
- R45/H350 Kan kanker veroorzaken
- R46/H340 Kan erfelijke genetische schade veroorzaken
- R48/H372, H373 Gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling
- R48/21 - H373 Schadelijk : gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij aanraking met de huid
- R48/20/21 - H373 Schadelijk : gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij inademing en aanraking met de huid

R48/21/22 - H373 Schadelijk : gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij aanraking met de huid en opname door de mond

R48/20/21/22 - H373 Schadelijk : gevaar voor ernstige schade aan de gezondheid bij langdurige blootstelling bij inademing, aanraking met de huid en opname door de mond

R49/H350i Kan kanker veroorzaken bij inademing

R60/H360F Kan de vruchtbaarheid schaden

R61/H360D Kan het ongeboren kind schaden

R62/H361f Mogelijk gevaar voor verminderde vruchtbaarheid

R63/H361d Mogelijk gevaar voor beschadiging van het ongeboren kind

R60/61 - H360FD Kan de vruchtbaarheid schaden - kan de foetus schaden

R60/63 - H360Fd Kan de vruchtbaarheid schaden - De foetus zou kunnen schaden

R61/62 - H360Df Kan de foetus schaden - De vruchtbaarheid zou kunnen schaden

R62/63 - H361fd De vruchtbaarheid zou kunnen schaden - De foetus zou kunnen schaden

R64/H362 Kan schadelijk zijn (voor baby's) via de borstvoeding

R68/H371 Onherstelbare effecten zijn niet uitgesloten

Deel B.

R50/H400 Zeer giftig voor in het water levende organismen

R51/H411 Zeer giftig voor in het water levende organismen

R53/H413 Kan in het aquatisch milieu op lange termijn schadelijke effecten veroorzaken

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 betreffende een pesticidegebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 oktober 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

BIJLAGE 2

DEEL I.

- speelplaatsen en ruimten waar leerlingen gewoonlijk samenkomen binnen scholen of internaten;
- ruimten waar kinderen gewoonlijk samenkomen binnen kinderdagverblijven of kinderopvangstructuren.

Deel II.

- voor het publiek toegankelijke speelterreinen voor kinderen;
- terreinen ingericht voor de consumptie van drank en voedsel, met inbegrip van de voor het publiek toegankelijke infrastructuur op deze terreinen

Deel III.

- ziekenhuiscentra en ziekenhuizen;
- Privézorginstellingen;
- gezondheidscentra;
- revalidatiecentra;
- instellingen voor de opvang of huisvesting van bejaarden;
- instellingen voor de opvang van volwassenen met een handicap of een ernstige ziekte.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 betreffende een pesticidegebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 oktober 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO